

Le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 40 F ; 6 mois : 20 F
pli fermé : 60 F et 30 F
« programme communiste »
1 an, pli ouvert : 40 F
1 an, pli fermé : 60 F

15^e ANNEE - N° 263
LE NUMERO : 2 FF
20 FB - 1 FS
25 mars au 7 avril 1978

La farce électorale est terminée

Place à la lutte ouverte !

Les dernières vapeurs d'ivresse électorale chassées par la pluie glacée de la victoire de la majorité reconduite, apparaissent crûment les grands traits de la dure

situation dans laquelle se trouve la classe ouvrière mais aussi les exigences du combat politique qui favorise une reprise de la lutte prolétarienne.

Le scrutin « historique » du 19 mars devait être celui du saut définitif vers le socialisme. La réalité est que si rien n'est changé du point de vue de la forme de domination bourgeoise — même par l'équipe au pouvoir —, quatre ans de campagne ininterrompue auront aussi terni les étoiles de « l'alternative de gauche ».

Les partis qui parlaient de « pont enfin jeté entre capitalisme et socialisme » ont baissé un à un les drapeaux qu'ils agitaient : désormais le socialisme ne tolère plus — même en paroles — la dictature du prolétariat, et pour y parvenir la voie électorale devient plus que jamais obligatoire, au moment précis où les faits démontrent plus clairement son mensonge.

Et quelle saveur peut bien avoir désormais ce « socialisme », qui n'a plus besoin de changer les institutions ni même le président en place ? C'est clair, la différence n'est que de pure forme entre la « voie française », la voie italienne, ou espagnole. Toutes ces prétendues voies nouvelles recouvrent une seule et même réalité, celle de la renonciation ouverte

et totale à l'émancipation prolétarienne : le capitalisme est éternel ! Et gare à qui ne croit pas à son aptitude à la réforme !

Ce n'est pas nous qui nous plaindrons de cette évolution. Elle était inévitable. Nous pensons même que la classe ouvrière a beaucoup à y gagner pourvu que les prolétaires combattifs ouvrent leurs yeux et voient à quel point l'actuelle campagne a démontré le cynisme avec lequel la bourgeoisie tire toutes les ficelles du jeu qui se mène sur le terrain parlementaire et électoral, et des partis adaptés à ce jeu.

Reprenons le film des événements. On se rendra compte, avec le recul du temps, de la sympathie avec laquelle la bourgeoisie a accueilli la signature du Programme Commun, la rentrée du Parti Communiste dans la « communauté politique nationale » à la faveur de la « détente » ; on verra la satisfaction avec laquelle elle a salué la relance par le PC d'un PS à bout de souffle, se félicitant de la possibilité enfin trouvée, après 15 ans de gaullisme et avec l'évolution de la situation internationale, d'une alternance politique, condition indispen-

DANS CE NUMERO

- La situation en Italie (p. 3).
- Abstentionnisme communiste et indifférentisme ultra-gauche (p. 7).
- Dans les cinq continents (p. 6) : Indochine, Rhodésie, Moyen-Orient, Nicaragua.
- Le point sur le soutien aux soldats (p. 4).
- Luites ouvrières (p. 4 et 5).

sable du fonctionnement démocratique de l'Etat.

Cependant, si l'opportunisme propose, la bourgeoisie dispose : une chose est d'avoir gagné cette opposition, une autre chose est de lui donner les rênes gouvernementales. Jusqu'à il y a un an, l'hypothèse était bonne. Mais le problème, pour la bourgeoisie, est de ne pas utiliser trop vite ses cartes, du moins celle du PS

(suite page 2)

Après l'enlèvement de Moro

Fastes démocratiques

Avec l'enlèvement spectaculaire d'Aldo Moro par les Brigades Rouges en Italie, après celui de Schleyer par la Rote Armee Fraktion en Allemagne, aucun doute n'est permis pour les marxistes.

Il y a là la confirmation expérimentale de l'appréciation que nous donnions il y a déjà quelques années, à savoir le décalage énorme entre la courbe économique du capitalisme et la courbe de la réaction prolétarienne. D'un côté, la terrible pression qui s'exerce sur le dos de la classe ouvrière, l'austérité, l'exploitation renforcée, le gonflement démesuré de la machine d'oppression étatique. De l'autre, la formidable énergie dégagée par l'exploitation et l'oppression de classe qui se perd dans les mille soupapes de sûreté du réformisme social et de la politique opportuniste. Et, sur les marges de la classe, là où le dispositif de sécurité est le plus faible, les jaillissements sporadiques de la révolte. En même temps qu'ils sont le signe de l'immense accumulation de matières inflammables que le capitalisme produit en quantités toujours plus gigantesques, le gage que demain la classe ouvrière devra se mettre en mouvement sous l'effet de déterminations matérielles inexorables, ils marquent l'impuissance du geste exemplaire, aussi incapable d'éveiller le prolétariat, parce qu'il nie le travail patient de préparation de la lutte et de sabotage systématique des amortisseurs

(suite page 3)

programme communiste

N° 76 (mars 78)

- Sur la voie du parti « compact et puissant » de demain.
- L'Afrique, proie des impérialismes : — Introduction : la trajectoire tourmentée de l'Afrique. — La lutte pour les marchés africains
- La crise de 1926 dans le PC russe et l'Internationale : De la crise de 1923-1924 à celle de 1925-1926.
- Fastes de la domination impérialiste. Mais qu'est-ce que l'impérialisme français va donc faire en Mauritanie ? — Terrorisme d'Etat et « droits de l'homme » en Irlande du Nord.
- Notes de lecture. Jiri Pelikan ou le stalinisme à visage humain. — Les contorsionnistes du PCF Circus.

RÉUNION PUBLIQUE A PARIS

Vendredi 7 avril, 20 h 30

Place à la lutte ouverte

Leur crime, c'est d'être chômeurs

Le 8 février dernier, le ministre sud-africain de l'Administration et du Développement africain (sic !) proposait un amendement à la loi sur l'emploi des Noirs, permettant « l'emprisonnement, ou l'envoi dans un « camp de travail », ou au mieux le renvoi vers son bantoustan, de tout Africain qui aura été chômeur pendant 122 jours (4 mois) même non consécutifs » (Jeune Afrique, n° 894).

L'assimilation du chômage à un crime n'est pas nouvelle. Du XV^e au XVIII^e siècle en Europe, le douloureux enfantement du capitalisme moderne s'est accompagné d'une législation sanguinaire frappant les expropriés : la population des campagnes, violemment expropriée et réduite à vagabonder et à mendier, « a été rompue à la discipline qu'exige le système du salariat par des lois d'un terrorisme grotesque, par le fouet, la marque au fer rouge, la torture et l'esclavage » et même la mort pour les récalcitrants au travail forcé (Marx, *Le Capital*, Livre I, 8^e section, chap. XXVIII).

Pourtant, en Afrique du Sud, la législation réprimant le « bantou paresseux et chômeur » n'a plus actuellement tout à fait la même fonction que la législation décrite par Marx contre les « vauriens incorrigibles » d'alors, même si elle est tout aussi barbare. S'il est vrai en effet que le rôle du système de l'apartheid fut d'assurer au capitalisme en développement la fourniture d'une main-d'œuvre noire entièrement à sa merci et soumise par la violence à une exploitation féroce (cf. *Le Prolétaire* 228-229), le capitalisme sud-africain, lié aux impérialismes occidentaux, et devenu le plus riche et le plus

développé d'Afrique, a produit désormais suffisamment de générations de prolétaires noirs pour ses besoins : expropriés de leurs terres, parqués dans des réserves misérables, contraints à émigrer dans les villes pour ne pas mourir de faim, privés de tous les droits (association, syndicaux, politiques), soumis depuis des décennies à l'arbitraire le plus total dans leurs conditions de travail et de vie et à un contrôle policier rigoureux au travers du « pass », les prolétaires noirs de la ville et de la campagne ont fini par donner au moins le noyau d'une classe qui « grâce à l'éducation, la tradition, l'habitude, [subit] les exigences du régime aussi spontanément que le changement des saisons » (Marx).

La loi sur le chômage répond donc moins à une nécessité économique de coercition au travail qu'au besoin de diviser la classe. En menaçant d'emprisonnement ou de travaux forcés les chômeurs, la bourgeoisie se donne un nouveau moyen de jeter en prison des prolétaires, en particulier ceux dont la combativité persuadera leur patron de les rendre « oisifs », et cela dans un pays qui détient déjà des records mondiaux pour le taux d'emprisonnement ; une nouvelle arme contre les grèves, les jours d'absence, même discontinus, s'ajoutant. Par cette menace, elle exacerbe la concurrence pour avoir un emploi, faisant ainsi pression pour baisser les salaires, elle divise les prolétaires entre travailleurs réguliers et temporaires, entre chômeurs noirs et blancs.

Cette barbarie est-elle une particularité du régime « monstrueux » de Vorster ? Voyons la Tunisie, où le 7 mars a été votée une loi

instituant les travaux forcés — pardon, le « service civil » —, de durée indéterminée, pour « tout Tunisien âgé de 18 à 30 ans qui ne pourra justifier d'un emploi ou de son inscription dans un établissement scolaire ou un centre de formation professionnelle » (*Le Monde*, 9-3-78). Pour tenter d'empêcher la lutte sociale, la bourgeoisie, en Tunisie ou en Afrique du Sud, utilise ses armes de classe : accentuer le contrôle et la répression, en particulier sur les éléments combattifs facilement transformés en « chômeurs » par leur licenciement, tout en augmentant les divisions entre prolétaires.

Nos belles démocraties occidentales, maîtresses en hypocrisie, ne sont pas moins violentes ni bestiales. Le sort des prolétaires immigrés, privés de tout droit, ayant eux aussi leur pass, la carte de séjour liée au contrat de travail et surveillée par la police, condamnés au célibat forcé, entassés dans des foyers-casernes, ne rappelle-t-il pas en France celui des Africains du sud ? Les mesures Stoléro, qui par le refus des papiers aux immigrés chômeurs les mettent en situation illégale et passibles d'emprisonnement, qui les mettent en demeure d'accepter n'importe quel travail à moins d'être refoulés vers leur chère patrie où, comme en Tunisie, ils peuvent être punis de « service civil » puisque chômeurs, ont-elles un contenu différent de celui de l'amendement proposé en Afrique du Sud ? L'argument réactionnaire et anti-prolétarien selon lequel ce sont des prolétaires qui provoquent le chômage d'autres prolétaires n'est-il pas utilisé de même dans

(suite page 4)

Attention ! Négociations

Dans un article du 20 mars 1978, le Nouvel Economiste prête à G. Ségué cette « boutade » : « Si la droite gagne, je dirai : « Messieurs, négocions ». Si c'est la gauche, je dirai : « Camarades, négocions » (*) ».

Après avoir fait cadeau à la bourgeoisie — Edmond Maire l'a reconnu publiquement — l'automne — d'au moins trois ans de trêve électorale, voilà donc la perspective de combat que les bonzes syndicaux offrent aux travailleurs : laissez-nous retrouver notre cher tapis vert. La bourgeoisie serait prête, dans son ensemble, à les y attendre, pourvu qu'on reste « raisonnable » : elle accepterait quelques concessions sur les bas salaires, sur la cinquième semaine de congés payés (un os jeté à Bergeron), sur la durée du travail (Edmond Maire n'a-t-il pas laissé entendre plusieurs fois depuis septembre qu'en cas de baisse du temps de travail, la C.F.D.T. n'exigerait pas le maintien intégral du salaire?)...

Compensées par une libération des prix, ces dépenses resteraient une bonne affaire pour la bourgeoisie si elles pouvaient passer pour un « scénario de déblocage » (gracieuse expression du C.N.P.F.), et si elles permettaient d'éviter les risques d'explosion sociale, maintenant que la grande aurore électorale a fait long feu.

N'est-ce pas en substance le type de plate-forme que la C.G.T. se préparait à présenter à Messieurs les camarades de la gauche, leur garantissant en échange « l'économie de la plupart des conflits sociaux » (cf. Le Prolétaire n° 262) ?

Attention, prolétaires ! Il y a danger que sans lutte résolue, les concessions économiques que doit faire la bourgeoisie ne deviennent, grâce aux larbins réformistes, autant de nouvelles chaînes !

(*) Naturellement, le premier cri de Ségué lors du résultat des élections a été, comme prévu : « Vite, négocions ! ».

Place à la lutte ouverte !

(suite de la page 1)

et du PC, alors qu'elle possède les deux, à la différence de l'Italie et de l'Espagne, où de plus la situation est bien plus grave. Sans compter que l'antigermanisme viscéral du PC n'est pas de mise en ce moment — pas plus d'ailleurs que celui du gaullisme, dont l'évolution chiraquienne vers la droite traditionnelle tout à fait inapte à la politique de réformes exigée par la crise et la tentative de désamorcer les inévitables réactions ouvrières est un autre motif de « mise en réserve ».

La vaste campagne alors engagée contre le Programme Commun a trouvé du répondant dans la querelle de la gauche, qui s'est empressée de démontrer sa servilité aux intérêts de l'Etat en brisant pour l'immédiat de façon tout à fait organique la possibilité d'une participation du PC au gouvernement.

Une fois l'élan du PS brisé, on a même pu échafauder, ces dernières semaines l'idée de la reconduction d'une majorité dont le centre de gravité échapperait aux gaullistes, et prête à toutes les combinaisons avec d'éventuels dissidents de la gauche — et même d'une aile du PS —, ce qui permet de remettre à plus tard un gouvernement centré sur le PS, quitte à engager immédiatement une négociation avec les syndicats.

C'est alors qu'on a vu — si la démonstration est nécessaire — le résultat des formidables moyens de propagande et de pression bourgeois, qui ont en un rien de temps retourné « l'opinion publique », et ravi au deuxième tour la majorité à l'opposition.

Le terrain est entièrement truqué. Sur la voie parlementaire, il n'y a que gaspillage d'énergie et qu'impréparation aux coups de l'adversaire. Il n'y a qu'une voie, celle de la révolution, de l'insurrection et de la dictature prolétarienne.

A la fin de la campagne, et surtout avec

le fameux rabibochage du 13 mars, les partis de gauche jouaient leur rôle avec si peu d'enthousiasme que, curieusement, les seuls à lutter vraiment à fond pour un gouvernement PC-PS restaient les partis et groupes d'extrême gauche.

Pour eux, mars 78 aura joué le même rôle que juin 76 pour les « extra-parlementaires » italiens. A ceux qui pouvaient imaginer que la social-démocratisation accélérée du PCF, sous le fouet des antagonismes de tous ordres exacerbés par la crise mondiale, allait servir de tremplin pour affirmer les principes révolutionnaires, ces groupes et partis n'ont pu donner que le spectacle lamentable de l'abandon de toutes leurs vellétés antiréformistes.

La raison est que ces principes révolutionnaires, ils ne les ont jamais eus : la longue campagne électorale et ses exigences ont servi à la fois de révélateur de leur nature réelle et d'agent de leur décomposition. Eux qui en étaient arrivés, par gradualisme et par démocratisation, à considérer le gouvernement de gauche comme favorable en toutes circonstances à la lutte prolétarienne, ils ont fini, logiquement, par le présenter comme une voie de passage obligatoire du mouvement ouvrier, comme un principe.

Ce faisant, ils ont non seulement contribué à semer les illusions aujourd'hui brutalement déçues, mais ils ont aussi fini, dans leur course effrénée à ce résultat, non seulement par oublier jusqu'aux justifications qu'ils donnaient naguère à leur participation à la foire électorale, mais aussi à lui subordonner tout, y compris les exigences des luttes immédiates.

Si la campagne électorale a en effet dévoilé quelque chose, c'est bien le **sui-visme complet** de ces groupes par rapport au réformisme. Ils avaient à l'occasion de faire une propagande contre les discriminations qui frappent les travailleurs immigrés, d'utiliser les événements

d'Afrique pour stigmatiser l'impérialisme français. Mais cela aurait entraîné la critique des partis de gauche dont ils espéraient précisément la victoire...

Il n'y a pas de position intermédiaire entre réforme et révolution. Telle est la leçon, qui n'est pas nouvelle.

Pendant ces quatre ans d'orgies électorales, la victoire espérée devait dispenser du « recours à la lutte de classe » pour les réformistes, ou la « rendre plus favorable » pour l'extrême gauche ; le résultat le plus immédiat de cette illusion est que notre cher pays se trouve en queue des pays occidentaux, juste avant l'Allemagne et derrière les Etats-Unis, pour le nombre des journées de grève. Serait-ce que le sort de la classe ouvrière s'est amélioré ? Non, c'est précisément la période où, pour la première fois depuis trente ans, le pouvoir d'achat s'est mis à baisser et où le chômage revient en force dans les grandes métropoles impérialistes. C'est précisément la période où, comme dans tous les autres pays, la crise internationale a conduit la bourgeoisie à mettre sur pied un plan d'austérité, et il faut dire que « chez nous », pour l'instant, il marche bien...

C'est aussi pendant ces quelques années qu'avec l'appui direct ou indirect de l'opportunisme, la bourgeoisie n'a cessé de renforcer sa police qui s'attaque journellement aux travailleurs, en particulier immigrés, et son armée, qui loin des bruits de la fête électorale, saccage l'Afrique, se fortifie dans les brigandages et s'exerce dans la répression.

Trop de temps a été perdu. Il est urgent de passer à la lutte ouverte et directe pour résister à l'offensive bourgeoise, malgré et contre le réformisme et l'opportunisme de tous bords et de renforcer le parti qui, constitué sur le programme et les principes intégraux du marxisme peut faire de ces luttes un terrain de la préparation révolutionnaire.

Notre « campagne » et la leur

S'il fallait une preuve que notre abstentionnisme électorale dans les aires de vieille démocratie ne signifie nullement pour nous une abstention de la lutte politique, et qu'il n'est en rien inspiré par le souci de ne pas être mêlés, de près ou de loin, à ce qui touche aux élections, il suffirait de suivre l'activité de notre parti à l'occasion de la campagne électorale.

Notre parti a organisé plusieurs réunions publiques où il a rappelé, contre les différentes formes du mensonge démocratique (voies parlementaires au socialisme, gouvernement de gauche, etc.) les grands principes du communisme et le sens de notre tactique abstentionniste, en mettant particulièrement l'accent sur la critique du gradualisme et du suivisme de la prétendue extrême gauche. Il a pu ainsi élargir le rayon de sa propagande, notamment dans des villes comme Rouen, Grenoble et Bordeaux, où les réunions devaient désormais devenir régulières.

Ces réunions ont été accompagnées d'affichages et de diffusions massives d'un tract central partout où nos sections, devant les entreprises ou dans les quartiers, font déjà des interventions régulières.

Nos camarades ont également porté la polémique dans de nombreuses réunions publiques des partis de gauche et d'extrême gauche. La brochure publiée à cette occasion a permis d'unifier les interventions faites par les diverses sections. Le grand nombre de réunions où le parti est intervenu, et qui ont été répercutées à la Rédaction contribue sans aucun doute à donner au parti un instrument d'appréciation de l'état réel de l'évolution politique des différents partis.

Notre parti a donc fait entendre sa voix ces derniers mois en tenant compte des possibilités d'agitation et de ses forces réelles, mais **sans jamais sacrifier à cette activité** les autres tâches d'organisation, de propagande ou d'intervention dans les luttes immédiates.

C'est ainsi que pendant cette période une agitation a été faite contre les méfaits de l'impérialisme français en Afrique, une autre pour la solidarité avec les prolétaires tunisiens en butte à la répression de leur Etat épaulé par l'impérialisme français. Ces dernières semaines, l'ensemble des sections a entrepris une agitation dénonçant la cam-

pagne d'intimidation dirigée contre le Comité de Coordination des foyers Sonacotra et pour appeler les prolétaires français et immigrés à la solidarité.

Nous devons dire que sur ces questions qui ont aussi fait l'objet d'interventions dans les réunions politiques, nous n'avons guère trouvé les groupes d'extrême gauche tant ils étaient frappés par la fièvre électorale.

Notre propagande politique systématique ne nous a pas non plus conduits, à la différence de ce que nous avons généralement constaté pour les groupes gauchistes, à désertier le terrain des luttes immédiates qui ont osé rompre la trêve électorale. C'est ainsi que notre parti a activement soutenu la grève des ouvriers de General Motors à Strasbourg (voir page 5) et, comme cela était déjà relaté dans les numéros précédents de ce journal, la grève des postiers de Créteil, qui a été l'occasion pour notre section de Paris de faire un vaste travail de propagande sur de nombreux centres de tri de la région parisienne.

Il est clair que cet équilibre entre les différentes activités et cette **continuité du travail de parti** que nous attendons de notre tactique abstentionniste, est loin de constituer le trait dominant chez l'ensemble des groupes politiques qui prétendent utiliser les élections dans un sens révolutionnaire.

Disons-le tout net : c'est une prétention tout à fait injustifiée. Ces groupes ont en réalité fait étalage du plus pur opportunisme, depuis le chauvinisme éhonté des maoïstes, jusqu'au gradualisme et au suivisme servile de la « triple alliance » en passant par le pédagogisme électoraliste écœurant de LO, flattant non seulement les illusions conservatrices et réactionnaires de la classe ouvrière, mais n'hésitant pas à prendre les « petites gens » dans le sens du poil.

Comme si cela ne suffisait pas à expliquer l'enlèvement de tout le troupeau de l'extrême gauche dans le marais électoral, nous avons eu droit à des arguments « pratiques » et « concrets » démontrant de façon irréfutable à leurs yeux la nécessité, « dans l'intérêt de la révolution », de présenter des candidats.

C'est ainsi que les « révolutionnaires » se devraient d'utiliser la possibilité de faire circuler gratuitement la propagande en participant à la campagne officielle. L'« avan-

tage » se réduit comme une peau de chagrin quand on sait qu'il faut pour cela d'abord donner 1.000 F de caution pour chaque candidat (ce qui correspond à l'envoi de plus de 5.000 lettres !) sans compter les autres frais dont se passe une véritable propagande communiste.

Autre atout de la participation : la possibilité d'utiliser un temps d'antenne à la radio et à la télévision. Assurément, la tribune de la télévision a largement remplacé celle que constituait hier le parlement ! Seulement, il faut selon la loi actuelle présenter environ 70 candidats pour pouvoir parler sur l'antenne. Or une campagne pour un candidat coûte au moins, selon les estimations, de 5.000 F (LO) à 10.000 F (LCR-OCT), soit un droit d'entrée minimum de 350.000 F à 700.000 F pour pouvoir utiliser la radio et la télé.

Si l'on sait que cela dépasse le budget d'un hebdomadaire du type de l'**Etincelle**, on peut aisément comparer ce qui est le plus avantageux à l'échelle de l'extrême gauche pour ne parler que de l'aspect financier qui, dans l'affaire, n'est pas pour nous déterminant.

Que dire dans ces conditions d'un groupe comme LO, qui a présenté 470 candidats et 470 suppléants, et de l'effort financier et militant que suppose une telle campagne ? La preuve : pour la mener ce groupe a dû passer de l'état d'organisation aux allures semi-clandestines à l'affichage public des identités d'un grand nombre de ses militants et a donc dû changer profondément sa structure.

Cela démontre que dans les pays où les élections sont devenues depuis longtemps **quasiment permanentes**, il est difficile d'y participer sans y laisser des plumes, tant est grande la tension provoquée par la formidable pression du capital, tant sont exigeantes les règles dictées non par la lutte mais par la concurrence qui règne sur ce terrain, outre le fait que l'Etat bourgeois sait faire payer très cher la « tribune » qu'il y offre.

A force de courir après les succès immédiats, les groupes de l'extrême gauche officielle ont fini par sombrer corps et biens dans le crétinisme électoral pur et simple. Nous poursuivons, quant à nous, notre travail modeste, sûrs que seule cette lutte patiente contre le courant prépare l'avenir révolutionnaire.

L'impérialisme est bien secondé

Edmond Maire a dû faire rien moins qu'un voyage en Afrique pour « resituer les enjeux internationaux et, notamment, la politique africaine de la France dans les responsabilités de notre pays » (notre pays, bourgeois et prolétaires tous ensemble !) (voir **Politique Hebdo** du 11 au 17-3-78). Cela lui a même permis, dit-il, de se rendre compte de l'énorme « responsabilité des travailleurs, et pas seulement français ».

Et Maire qui, avec ses pairs, participe si intensément aux différents organes de l'Etat, sait bien que sa solidarité repose sur le pillage et l'oppression de pays dont la population dépasse la population métropolitaine. Mais ce n'est pas vis-à-vis des prolétaires et des masses exploitées de ces malheureux pays qu'Edmond Maire, on s'en doute, imagine des « responsabilités » aux travailleurs ! S'il s'inquiète de l'Afrique australe, c'est que, en bon larbin de l'impérialisme, il a peur que sous l'effet de la révolte sociale elle passe dans le camp adverse.

Voici comment E. Maire va combattre la livraison d'armes vers le régime de l'apartheid : « La France a beau être la troisième puissance exportatrice d'armes, ni son développement, ni l'emploi, ni, en général, la satisfaction des besoins essentiels au pays n'y ont gagné. C'est sur cet argument que doit porter notre campagne ». Campagne vis-à-vis des capitalistes, et qui ne risque pas de les convaincre.

Quant à celle à mener pour réveiller l'instinct de classe des prolétaires, il est clair qu'elle doit se mener aussi contre les larbins de ce type !

EL COMUNISTA



Communist program

Fastes démocratiques

(suite de la page 1)

de la lutte sociale, que d'égratigner la carapace de la démocratie blindée.

Devant cette situation d'instabilité grandissante, et qui menace par sa seule tension le fonctionnement normal du capitalisme avant même que la classe ouvrière puisse se rendre apte à devenir l'agent actif de sa destruction révolutionnaire, la bourgeoisie se prépare à faire front, et de deux manières. D'une part, par une politique de réformisme social, d'autant plus fébrile qu'il s'agit d'imposer dans les faits l'austérité sans fard, la carotte démocratique, participationniste; de l'autre, par le renforcement de l'Etat, la trique, la matraque.

La situation italienne est donc de ce point de vue riche d'enseignements et, dans ce cadre, la position du P.C.I. prend une signification particulièrement lumineuse.

Partisan depuis longtemps de l'Etat fort, il est contraint, aujourd'hui qu'il est investi des responsabilités qu'entraîne son entrée dans la majorité, de faire part de ses vues avec un cynisme instructif. « A quelle réforme de la police pensez-vous ? », a demandé un journaliste du *Mondé* à Pecchioli, le candidat-ministre de l'Intérieur du P.C.I. Voici la réponse : « Elle est triple : récupérer plusieurs milliers d'agents mal employés et les affecter aux services opérationnels ; revaloriser la profession pour permettre un plus grand recrutement ; constituer une unité opérationnelle entre les trois polices actuelles qui non seulement agissent séparément, mais se concurrencent. » (*Le Monde*, 19/20.3.78.)

Une police plus nombreuse, plus efficace, plus « opérationnelle » et surtout, ce que le fascisme lui-même n'avait pas réussi à faire, une police ultra-centralisée !

Le P.C.I. déclare bien qu'il est « contre les lois spéciales » qui « seraient contraires

à la Constitution ». Mais naturellement, c'est parce que « nous avons toutes les lois nécessaires. Il suffit de les corriger — c'est prévu dans le programme de la nouvelle majorité parlementaire — et surtout de les appliquer ».

Là aussi, le consensus de toutes les fractions bourgeoises permet d'obtenir à froid ce que le fascisme avait dû établir à chaud, un arsenal juridique permettant de passer en un clin d'œil de l'état normal à l'état d'urgence, au point qu'il est assurément de plus en plus difficile aujourd'hui de distinguer entre l'un et l'autre.

Il manquait, pour que la convergence soit plus grande encore, que l'Etat démocratique réalise, à l'instar du fascisme, une mobilisation des citoyens à l'appui de son action. Et là non plus le P.C.I. n'est pas en reste. Il reprend aujourd'hui les véritables appels à la délation qu'il avait lancés en novembre dernier à l'occasion de l'attentat contre le directeur adjoint de *La Stampa*. Le P.C.I. réclamait déjà une véritable mobilisation populaire contre la violence : « La défense de l'Etat démocratique, affirmait alors le même dirigeant du P.C.I., ne peut être déléguée seulement à la police et à la magistrature. Si des groupes violents ou leurs complices existent dans une usine, ils doivent être dénoncés par les autres travailleurs ». Même chose évidemment dans les quartiers des grandes villes : « Nous devons œuvrer, ajoutait-il, pour que les habitants de ces quartiers disent aux autorités ce qu'ils auraient appris, qu'ils les informent de ce qu'ils voient, etc. » (*Le Monde*, 19/11/77).

Il est clair qu'aujourd'hui c'est ce qui s'est fait à grande échelle. Non sans mal, cependant, semble-t-il : « Il y a eu une phase difficile. Mais le 16 mars, avec des manifestations dans toute l'Italie, un saut très important a été fait » (encore Pecchioli, *Le Monde* du 19/20.3.78). Mobilisation dont le journal *Rouge* du même jour ose se féliciter en titrant : « Les

travailleurs italiens dans la rue par centaines de milliers contre les Brigades Rouges et contre l'Etat bourgeois », et en expliquant que « les travailleurs ont tout de suite senti derrière cette action une attaque à leurs conquêtes démocratiques ». Mais au nom de quoi le P.C.I. mobilise-t-il les travailleurs, si ce n'est des « conquêtes démocratiques », à défendre avec... la police ? Il faut dire qu'il a eu pour ce faire l'appui de toute l'extrême gauche officielle, qui n'a pas hésité à hurler avec les loups.

La main dans la main avec *Il Manifesto* et le P.C.I. pour leur vision policière de l'histoire, *Democrazia Proletaria* : « Il faut examiner sérieusement l'hypothèse de liens avec des centrales de provocation internationale et avec les services secrets d'importantes puissances étrangères qui ont intérêt à créer le chaos dans notre pays ». Et Lotta Continua : « Les révolutionnaires ne doivent pas [...] plier sous les menaces des Brigades Rouges et de l'Etat, [mais] garantir les possibilités de lutte et d'organisation de l'opposition » (voir *Rouge* du 19/3 (*)). Enfin, les G.C.R. (trotskystes de la IV^e) : « L'enlèvement d'Aldo Moro s'inscrit clairement dans une logique ultraréactionnaire, de par la gauderie du massacre qui l'a accompagné, de par le choix de la cible (non seulement un des dirigeants les moins impopulaires de la Démocratie-Chrétienne, mais aussi le protagoniste d'une bataille contre l'aile la plus anticommuniste de son parti), de par le moment politique dans lequel il a eu lieu. [...] La marque de droite que porte sans équivoque l'enlèvement d'Aldo Moro et son utilisation politique rendent nécessaire une puissante mobilisation ouvrière. » (*Rouge* du 20-3-78.)

Si la démocratie marche à ce point, pourquoi y aurait-il besoin du fascisme ?

(*) Sur les réactions réelles de la classe ouvrière et sur l'attitude de nos sections en cette occasion, nous reviendrons dans le prochain journal.

Les Brigades Rouges

Une des positions politiques caractéristiques des Brigades Rouges est la revendication du parti combattant. Mais si cette revendication peut sembler faire un pas en avant par rapport aux sectes terroristes de l'arch-spontanisme « *Autonomia Operaia* » (dont la théorie de la « révolution des marginaux » est tenue pour une « farce contre-révolutionnaire » par les Brigades, qui se réclament, elles, du prolétariat), leur conception n'est pas moins prisonnière du même spontanisme à fond anarchiste.

En effet, incapables de comprendre le long travail de préparation de ce « parti combattant » (l'expression est empruntée à Lénine), les Brigades Rouges voient sa « construction » comme l'aboutissement naturel des actes terroristes. La déclaration politique de leur militant, Roberto Ognibene, traduit devant la cour d'assises de Milan (cf. *Rosso*, n° 15-16, fév. 77), synthétise bien cette conception. Il part de l'idée (commune d'ailleurs aux terroristes de l'E.R.P. argentin, entre autres) qu'il faudrait opposer à l'offensive bourgeoise une « guérilla qui désarticule quotidiennement le pouvoir ». Et il conclut : « D'un côté, cela ouvre des contradictions dans le front ennemi, et de l'autre, c'est la condition principale pour unir victorieusement le prolétariat — qu'il soit dans les prisons, dans les usines ou en chômage — dans la perspective de la construction du parti combattant ».

De même que ce n'est pas l'acte exemplaire qui poussera le prolétariat à la révolution, de même ce n'est pas lui qui le poussera à la constitution du parti. Celui-ci ne peut se constituer que sur la base du programme communiste, clairement exposé et fermement défendu par un noyau qui, même petit, se rend apte à pénétrer dans les fissures ouvertes par les antagonismes propres du capitalisme pour se lier aux avant-gardes prolétariennes que ces antagonismes poussent à la lutte contre l'ordre capitaliste.

Presse du Parti

VOICI LE SOMMAIRE N° 5 DE

il programma comunista

- Contro l'attacco su tutti i fronti alle condizioni di lavoro e di vita degli operai, azione unitaria e intransigente dell'intera classe !
- Il Pci e la « centralità operaia » : nebbia sul ruolo dirigente della classe operaia.
- Proletariato femminile e maschile : una sola lotta.
- « Teoria dei tre mondi » : sostituzione dell'epoca imperialista con l'epoca dei movimenti borghesi democratici.
- Antimilitarismo rivoluzionario.
- Germania : sciopero portuali.
- USA : sciopero minatori.
- Svizzera : sciopero alla Naville di Ginevra.
- Contro gli accordi sindacati e padroni unità nella lotta occupati e disoccupati.

Brochures «Le Prolétaire»

Violence, terrorisme et lutte de classe

Elections et gouvernement de gauche, mystifications bourgeoises

Le PCI : au gouvernement sans y être

Après presque deux mois de laborieuses tractations, le PC italien est finalement entré dans la majorité gouvernementale, franchissant ainsi une étape de plus dans la voie du « compromis historique », après la signature de l'accord programmatique et le soutien — pudiquement baptisé « non-opposition » — au gouvernement démocrate-chrétien. Cet événement illustre clairement la nature de la démocratie parlementaire dans l'ère impérialiste : masque ignoble recouvrant la pleine convergence de tous les partis parlementaires dans un front contre-révolutionnaire de défense du système capitaliste et d'offensive contre le prolétariat. Dans le cas qui nous intéresse, la démocratie italienne n'a même pas eu besoin de recourir à un changement de l'équipe gouvernementale : le nouveau cabinet ministériel est exactement le même que celui qui, par manque d'une majorité parlementaire, ne pouvait plus gouverner.

La tâche du « nouveau » gouvernement sera — et la bourgeoisie n'a pas attendu l'attentat des Brigades Rouges pour se poser le problème — de mettre en œuvre encore plus de mesures policières et juridiques de renforcement de l'Etat, encore plus de mesures d'austérité draconiennes. Or pour faire passer un tel tour de vis de façon démocratique, c'est-à-dire avec le « consensus » de la classe ouvrière, la bourgeoisie doit associer, d'une manière ou d'une autre, l'opportunisme au gouvernement. Mais cela posait un problème délicat pour la bourgeoisie italienne.

Au contraire de ses sœurs allemande, anglaise ou scandinave, la bourgeoisie italienne ne disposait pas jusqu'ici d'un

grand parti réformiste capable d'alterner au pouvoir, dans l'intérêt de l'ordre établi, avec le grand parti de la bourgeoisie, ou de se coaliser avec lui, dans les moments de crise grave, interne ou internationale, dans un gouvernement de majorité absolue. Un tel parti doit remplir une double condition : d'une part, avoir un contrôle solide sur le mouvement ouvrier ; d'autre part, avoir fait internationalement (c'est-à-dire aux yeux des Etats-Unis) la preuve de son attachement sans réserves à l'ordre démocratique occidental tel qu'il a été systématisé dans le second après-guerre. Le PC est le seul parti italien à remplir la première condition ; mais pour la seconde, même s'il jure par tous les saints qu'il respectera le statu quo international, le veto américain montre bien que les garanties qu'il donne ne sont pas encore totalement suffisantes. Et comme la situation intérieure italienne n'est pas encore au point où un gouvernement d'union nationale se présenterait comme la seule issue pour sauver la baraque, la bourgeoisie italienne, habituée à des imbroglios bien plus inextricables, a résolu le problème d'une façon singulièrement habile : associer l'opportunisme au gouvernement... sans l'y faire entrer tout à fait. Ce qui d'une part devrait permettre au PCI de montrer dans les faits que l'eurocommunisme a vraiment rompu avec son alignement de l'époque stalinienne et qu'il se range désormais sans arrière-pensées dans le bloc américain dont fait partie « sa » bourgeoisie, et d'autre part laisse encore des solutions « ouvertes » pour demain.

Car la bourgeoisie s'inquiète déjà pour l'avenir. Sa grande crainte est que l'op-

portunisme ne s'use trop dans la manœuvre, ne se discrédite aux yeux des prolétaires, en suscitant des réactions incontrôlées du prolétariat, réactions dont le développement de mouvements du type des Brigades Rouges, à base essentiellement ouvrière, lui donnent un avant-goût effrayant.

Et la classe ouvrière, en effet, donne déjà des signes inquiétants de résistance à l'opportunisme. Une résistance qui n'est pas encore organisée, qui ne se traduit pas encore par une opposition ouverte, mais par une sorte d'indifférence, de détachement : une résistance passive. Cette « apathie » des travailleurs, qui trouble le sommeil des Séguy italiens, s'est pleinement manifestée lors des débats sur la « nouvelle politique économique » organisés par les syndicats dans les usines de tout le pays. Plus de 10.000 assemblées d'usine ont été réalisées dans ce but (exemple s'il en fut de la fameuse « démocratie directe »), mais loin d'y recevoir l'appui des ouvriers, les bonzes n'y ont trouvé que des chahuts de contestation. Tant il est vrai que, lors de la convention du PCI sur la participation ouvrière, l'honorable Napolitano a dû lancer un cri d'alarme : « nous ne devons pas sous-estimer les difficultés que le document d'orientation de la CGIL-GISL-UIL rencontre sur les lieux de travail » (*Corriere della Sera*, 6-2-78).

Pour notre part, nous espérons vivement — et nous y travaillons — que cette « résistance passive » du prolétariat se transformera en rupture ouverte avec l'opportunisme, condition indispensable pour la reprise d'un mouvement de classe radical et fécond.

Le point sur le soutien aux soldats

Le bilan dont peut s'enorgueillir la hiérarchie militaire pour l'année passée est impressionnant. Jamais il n'avait été aussi brillant depuis 1975 : de nombreux comités de soldats démantelés (Allemagne, Salon-de-Provence, Tours, etc.) ; multiplication de jugements et d'arrestations d'insoumis (T.P.F.A. de Rennes, Saltins, Paris, etc., arrestations à Angers, Vierzon, Poitiers, etc.).

La conséquence est une pression accrue sur les soldats, une accentuation de la misère et bien entendu la multiplication des accidents qui porte pour l'année 1977 à plus de 50 le nombre des décès connus (Montargis, C.E.C. Kelern, Camp de Mailly, manœuvres Rhône 77, Valence, Grandville, Béziers, Lyon, Epinal, Rennes, etc.).

Il faut dire qu'au moment où l'impérialisme français se doit d'intervenir plus fréquemment en Afrique et où l'aiguissement des conflits impérialistes et — bien qu'avec retard — sociaux, pousse à l'accentuation du militarisme, la bourgeoisie ne peut supporter une armée « turbulente ».

Or c'est bien à ce moment-là que le velléitarisme d'extrême gauche qui s'était naguère hasardé sur le terrain du soutien aux luttes des soldats retire toutes ses billes, aggravant par conséquent l'isolement des soldats dans l'épreuve.

On se rappelle que, lorsqu'en décembre 1975 la bourgeoisie a tapé du poing sur la table, ses valets réformistes du P.S. et du P.C. ont immédiatement calmé leurs jeunes troupes, ce qui n'était guère difficile, et surtout fait un « ménage » systématique dans les organisations syndicales : expulsions, dissolutions ont alors suivi à un rythme accéléré.

Dès lors que fit l'extrême gauche ? Nous ne parions évidemment pas des maoïstes qui ont refusé tout soutien au

nom de la lutte pour l'indépendance nationale — au moins ils sont cohérents — et de L.O. qui ne s'est jamais aventuré sur ce terrain brûlant. Qu'ont fait la L.C.R. et l'O.C.T. qui jusque-là avaient au moins impulsé des organisations qui, si elles avaient des objectifs confus et des contours on ne peut plus flous, répondaient au moins par l'agitation au besoin de ne pas laisser les soldats dans l'isolement ? Comme nous l'avions prévu, leurs liens avec le P.S.U., lui-même appendice de la gauche, ont permis à ces organisations de faire passer leur centre de gravité sur leur côté démocratique en abandonnant peu à peu les velléités classistes, tant et si bien qu'on a assisté aux sabotages successifs du C.D.A. et du C.A.M.

Naturellement, l'extrême gauche explique que la lutte est passée « à un niveau supérieur », à de plus hautes perspectives d'organisation et de revendication. En réalité, après la création de l'organisation mort-née dite C.N.S.L.S. qui s'est efforcée d'éliminer toute opposition qui prétendait lutter sur un terrain de classe et tirer des années 75-76 une leçon anti-opportuniste, l'arrivée de la L.C.R. dans ce mouvement l'a définitivement transformé en organisme de *pur soutien moral* renonçant explicitement au soutien matériel aux soldats, ce dernier étant l'apanage exclusif des instances officielles des syndicats.

En réalité, il s'agit donc d'une *désertion de la lutte, d'une véritable trahison*, même si, comme nous l'avons dit, elle était prévisible. Et cette désertion de la lutte immédiate a des implications qui dépassent largement le seul terrain immédiat.

Sans doute est-il très difficile, surtout en l'absence d'une vie de classe intense, de lancer une propagande et une agita-

tion vers les usines pour que, dans des organisations syndicales de base ou dans toute autre organisation immédiate, naisent des groupes d'ouvriers et tout un réseau d'organisations qui *soutiennent matériellement* des comités de soldats *organisés indépendamment de la hiérarchie militaire* et s'apprentent à mobiliser la classe contre la répression dans les casernes. En effet, un tel effort, même le plus modeste, et avec des objectifs restant pourtant très limités, ne peut que se heurter frontalement à la bourgeoisie et à son corps de répression, mais également à l'opportunisme réformiste.

Pourtant cet effort est indispensable. Il peut seul permettre de constituer une contre-pression à la pression qu'exerce la hiérarchie militaire sur les soldats et aider par conséquent ces derniers à s'organiser et à lutter pour l'amélioration de leur sort, ce qui fournirait un large terrain objectif de lutte sur lequel pourraient prendre appui une propagande antimilitariste révolutionnaire et une lutte contre le militarisme bourgeois, impérialiste et antiprolétarien.

Et c'est bien là la perspective d'hier, d'aujourd'hui et de demain que défendent les communistes dans la lutte des soldats. Cette lutte ne se mène pas seulement à l'intérieur des quatre murs de la caserne mais *conjointement à la caserne et à l'usine* en surmontant toutes les divisions entre les différentes fractions et catégories ouvrières, et en soudant les rangs des ouvriers et des soldats contre la bourgeoisie et la hiérarchie militaire.

Sans ce travail aujourd'hui, terriblement difficile il est vrai, mais aussi terriblement modeste, sans ce travail patient qui vise à renouer, sur la base des réactions de défense de la classe contre la misère et l'oppression, les fils

brisés du tissu prolétarien de classe, il serait impossible de songer demain à la préparation d'une offensive politique, et en particulier aux tâches de l'insurrection et du démantèlement de l'armée bourgeoise. Il est donc clair que la *désertion de la lutte immédiate* est aussi une désertion de la préparation révolutionnaire.

★

Revenons maintenant à la lutte immédiate. En quoi consiste donc le fameux soutien « moral », seul permis aujourd'hui ? Une illustration en est donnée par la campagne d'agitation pour le transport gratuit pour les soldats, qui n'hésite pas à utiliser l'arme terrible de la pétition !

Que de chemin a été parcouru depuis 1974 où le mouvement se donnait au moins une plate-forme mettant en avant, même si c'était de façon déformée, de nombreuses exigences de la lutte des soldats. Aujourd'hui, il ne reste en pratique qu'une revendication : celle du transport gratuit des soldats.

Loin de nous évidemment l'idée de sous-estimer l'intérêt d'une telle revendication. Mais on ne peut nier cependant qu'elle soit largement moins mobilisatrice que l'augmentation de la solde ou la diminution du temps de service. Si son effet « psychologique » n'est pas négligeable — en tendant à réduire la distance entre le lieu d'habitation et la caserne —, elle ne correspond qu'à un maigre supplément de solde, portant celle-ci à 300 ou 400 F mais avec des disparités énormes. Par exemple elle concerne beaucoup moins les soldats stationnés en Allemagne qui pour la plupart n'auraient que le temps de faire l'aller et retour en 48 heures — et encore de bien rares week-ends.

On peut donc se demander comment est née « démocratiquement » cette revendication considérée comme *centrale* par les Coordinations des Comités Rhône-Alpes, Bretagne et Allemagne qui sont, soit dit en passant, des organisations purement évanescences, des vues de l'esprit enfantines par le triomphalisme tapageur et boutiquier du type « extrême gauche ».

La réponse se trouve dans un numéro « historique » du journal *Rouge* (n° 510 du 26-27/11/77) dont toutes les citations suivantes sont tirées : nous citons tout d'abord que ni la C.G.T. ni la C.F.D.T. ne considèrent d'un mauvais œil cette revendication qui se trouve à la énième ligne du énième paragraphe de plates-formes locales. Voilà au moins les arrières d'assurés ! Mais poursuivons : « *cette campagne [de pétitions, N.D.R.] doit permettre de renforcer les liens des comités avec les syndicats ouvriers C.G.T. et C.F.D.T. qui ont déjà pris position pour la gratuité des transports* ». Voilà la clef de la politique de la L.C.R. : ne plus se porter que sur le terrain permis par l'opportunisme ! Nous avons déjà affirmé début 1976 que telle était la limite politique posée aux velléités de la L.C.R. Nous voici aujourd'hui arrivés à la reconnaissance pratique de cette limite, maintenant que la L.C.R. a rejoint « officieusement » la position d'I.D.S. qui, lors de son dernier (et très discret) collectif national du 26/10/77, s'est déclaré « *décidé à soutenir toutes les initiatives des comités qui permettront au mouvement de s'adresser aux forces de gauche pour voir ses revendications aboutir* ».

Il n'est donc pas étonnant que l'extrême gauche ait « oublié » de poser comme revendication centrale du mouvement de soldats une revendication plus populaire : celle d'une forte augmentation de la solde ou, à plus forte raison, celle de la diminution de la durée du service.

Pour ce qui est de la première, l'opportunisme est trop soucieux de moderniser l'équipement de l'armée pour entraver cet effort par des dépenses de fonction-

(suite page 8)

La vague de grèves s'amplifie en Allemagne

Après les dockers, c'est au tour des typographes et des métallurgistes d'entrer en lutte en Allemagne contre les licenciements et pour la défense des conditions de travail.

Les typographes se sont mis en grève pour répondre à la menace que fait peser sur l'emploi de 30.000 d'entre eux l'introduction de l'informatique dans le système de composition. Le patronat a décrété un lock-out généralisé pour essayer de briser la lutte. Le syndicat de l'imprimerie, lui, n'avait rien trouvé de mieux, d'abord, que signer un accord avec les patrons que les travailleurs l'ont forcé à renégocier, puis, devant la reprise de l'agitation, recourir à des grèves ponctuelles dans certaines entreprises au lieu de lancer un mouvement général (en plus du souci de préserver la paix sociale, une des raisons de la tiédeur de la direction syndicale est que le syndicat doit payer 75 % de leur salaire aux ouvriers qui cessent le travail sur son ordre : règle bien faite, effectivement, pour entraver la généralisation de la lutte).

Les métallurgistes, de leur côté, réclament une augmentation de salaire de 8 %. Le patronat ne voulait pas lâcher plus de 3,5 %. Le syndicat de la métallurgie est intervenu : il a proposé au patronat de négocier autour de 5 %, plafond fixé par le gouvernement lui-même pour les augmentations de salaires ! C'est qu'il faut éviter que la victoire des dockers qui ont obtenu 7 % d'augmentation et 115 DM de prime ne serve d'exemple à leurs camarades. Gouvernement, patronat et syndicats s'emploient donc à faire plier les métallos. Il n'est pas évident qu'ils vont y arriver. Quoiqu'il en soit, la lutte des typographes et des métallos est un signe encourageant du réveil du prolétariat allemand que nous attendons.

Pour la réduction de la journée de travail

On aurait tort de penser que les patrons ne se préoccupent pas du sort de leurs salariés face à la crise et notamment de la réduction du temps de travail. Ils ont même compris, comme le dit un article des Echos du 9 mars 1978, que la revendication de la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans, la généralisation de la semaine de cinq jours recourent un seul problème : « l'aménagement du temps tout au long de l'année et de la vie active ».

Et ils ont une idée pour le résoudre. Il faudrait (par une négociation à prévoir) « donner aux salariés les moyens d'une gestion plus autonome et d'un partage plus harmonieux entre leur vie au travail et leurs loisirs. Mais cela en respectant les contraintes économiques et le bon fonctionnement des entreprises ». La sollicitude du Capital a des limites ! La solution consiste « à organiser un passage progressif de la vie active à la retraite et supprimer cette vieille notion de durée hebdomadaire du travail — véritable carcan — [sic] au profit d'une durée annuelle permettant plus de souplesse et de liberté ».

Un moyen que les patrons ont trouvé pour étaler les vacances... ou plutôt le chômage, car, constatant que la charge et la durée de travail sur une année sont irrégulières, ils préfèrent légaliser cette anarchie. Ce n'est pas qu'ils refusent de diminuer le temps de travail, mais ils ne peuvent garantir à tous un travail continu de 35 heures par exemple. Par conséquent, on peut étendre le système de pré-retraite (considéré comme un progrès par les Echos) consacrant à la fois la mise au rebut des plus âgés à 50 ou 70 % du salaire, et le chômage partiel pour les moins âgés. Mais, réciproquement, on pourra faire travailler des ouvriers plus de 35 ou 40 heures, c'est-à-dire plus de 8 heures par jour puisqu'ils auront un congé de plus de deux jours. Quant au rythme travail/congé, c'est la concurrence internationale qui le réglera en dernier

ressort, et d'abord à l'avantage de l'entreprise. Plus besoin dès lors de payer des heures supplémentaires dans les moments de pointe, ni d'accorder 90 % du salaire à ceux qu'on met en chômage partiel. D'ailleurs, qui parle de chômage ? Les patrons n'ont en vue qu'une modulation des loisirs et des congés... Autant dire qu'on laissera vivre les prolétaires comme ils pourront lorsque la production les aura rejetés momentanément... puisque les philanthropes du patronat se taisent sur le montant du salaire.

Les travailleurs ne peuvent se défendre contre cette nouvelle manœuvre du capital qui vise à mieux se soumettre la force de travail, qu'en luttant non seulement pour l'allongement du repos hebdomadaire mais également pour une réduction de la journée de travail et l'interdiction des dépassements d'horaire. Car c'est en fonction de la journée que se reproduit la force de travail et qu'elle doit être défendue contre la pression accrue du capital.

Leur crime, c'est d'être chômeurs

(suite de la page 1)

les campagnes racistes de la bourgeoisie française pour l'expulsion des travailleurs immigrés ?

En Afrique du Sud, la violence de la bourgeoisie et le terrorisme de sa législation apparaissent plus crûment, car le prolétariat y est pris entre les formes négrières de l'oppression et de l'exploitation capitalistes héritées de l'esclavage colonial et ses formes les plus modernes. Mais d'où vient l'extraordinaire barbarie de l'apartheid sinon du poids du **capitalisme civilisé** sur le capitalisme arriéré ? Partout où est le capitalisme, partout est la violence, la brutalité concentrée de la bourgeoisie contre les classes exploitées, partout il y a nécessité de réaliser l'unité combattante des prolétaires par dessus toutes les divisions pour y faire front.

Solidarité avec les grévistes de la General Motors

Le tract suivant a été diffusé par nos camarades de la section de Strasbourg :

Alors que la crise économique mondiale frappe l'ensemble de la classe ouvrière, les chômeurs comme ceux qui travaillent (baisse des salaires, augmentation des cadences), les français comme les immigrés (mesures Stoléro, expulsions), dans les entreprises qui licencient comme dans celles qui embauchent (c'est le cas de la GM), les prolétaires sont poussés à lutter pour la défense de leurs conditions de vie et de travail.

Face aux grèves et aux manifestations, la bourgeoisie et l'Etat à son service (l'administration, la justice, la police, l'armée...) mènent une véritable **offensive antiprolétaire** par les méthodes légales et paralégales (milices patronales, bandes d'extrême-droite...).

A la General Motors, après deux semaines de grève et d'occupation de la centrale énergétique, l'usine a été évacuée mardi le 7 mars par les CRS, à la demande de la direction et sur ordonnance du juge des référés. Une cinquantaine de grévistes sont mis à pied et menacés de licenciement !

Prolétaires, camarades,

Depuis plusieurs semaines un conflit oppose les ouvriers à la direction. Les horaires actuels (6 h à 14 h 30, 14 h 30 à 23 h) ne sont pas légaux (le travail des femmes est interdit après 22 h sauf exception) et étaient refusés par le Comité d'Entreprise et par la plupart des ouvriers. Ceux-ci exigent une demi-heure de pause-repas payée, c'est-à-dire des horaires de 6 à 14 et de 14 à 22 h sans perte de salaire.

Après l'échec des discussions et une mobilisation des travailleurs, une grève a été déclenchée le 21 février. Comme lors de la grève de 76, les grévistes ont occupé la centrale qui produit l'énergie pour l'usine, paralysant ainsi la production.

La réaction patronale a été particulièrement vigoureuse : lock-out d'une partie du personnel, pressions exercées sur les autres pour qu'ils reprennent leur poste même si les machines étaient arrêtées, tentatives d'installer des compresseurs de secours, manœuvres de division entre hommes et femmes (« comment peut-on faire grève pour quelques centaines de femmes ? ») et entre français et immigrés (les petits chefs sont allés intimider ces derniers jusqu'à leur domicile). Le service de gardiennage a été renforcé pour empêcher tout contact entre l'intérieur et l'extérieur de l'usine, entre les grévistes et les autres.

En même temps la direction a demandé à la justice l'expulsion de 3, puis de 13 grévistes, avec extension de cette mesure à tous les occupants (selon une jurisprudence qui tend à se généraliser). La Justice, qui est au service de la propriété privée et des intérêts capitalistes, et qui se moque du droit de grève et de la situation des esclaves salariés, a accepté cette mesure, que le préfet a fait exécuter. L'intervention de la police est de plus en plus fréquente dans les grèves : Roth cet été, Montefibre à Saint-Nabord, le centre de tri de Créteil récemment ; les grévistes de Rhône-Poulenc à Colmar sont menacés depuis mardi.

Prolétaires, camarades,

Face à l'exploitation capitaliste, face à la force organisée des patrons, les ouvriers de la GM ont utilisé l'arme de la grève, qui peut donner à la classe ouvrière une force immense : celle qui lui vient du nombre, de l'union par dessus les barrières des catégories, des sexes, des nationalités et des usines.

Malheureusement les sections syndicales n'ont pas été à la hauteur de la difficile tâche de diriger cette grève. Alors que le patronat avait tiré les leçons de la grève de 76, les sections syndicales ont répété les

mêmes erreurs. Le manque d'organisation de la grève a découragé de nombreux travailleurs combattifs (en particulier des immigrés qui risquaient gros) de se joindre à elle.

La CGT s'est ralliée à la grève **après-coup** et n'a cessé par la suite de freiner la mobilisation et les initiatives. Dès le samedi 4 elle a accepté la levée de l'occupation sans conditions.

La CFDT dont les délégués bénéficiaient pourtant de la confiance des grévistes, s'est dans l'ensemble alignée sur les positions défaitistes de la CGT tout en la critiquant verbalement, sous prétexte de ne pas rompre l'« unité syndicale ». De plus, elle a toujours surestimé la position des grévistes, comme si le simple fait d'occuper la centrale suffisait pour faire céder la direction.

Pendant 10 jours on s'est contenté de jouer aux cartes, au lieu de mobiliser les grévistes, de toucher les non-grévistes et les lock-outés, au lieu de solliciter la solidarité ouvrière dans les autres usines. Non seulement il n'y a pas eu de piquet de grève, mais pas même de comité d'accueil devant l'usine ni de banderole pour signaler que l'usine était occupée. Les occupants se sont laissés enfermer dans la centrale, coupés de l'extérieur, livrés à une intervention de la police.

Les AG étaient retardées, mal organisées, et transformées en simples rencontres de discussion alors qu'elles auraient dû renforcer la mobilisation et prendre des décisions permettant d'organiser la lutte.

La CGT a condamné (sous la pression de l'UD) le **comité de soutien** qui avait été créé à l'initiative de l'AG au début de la lutte. Les directions syndicales, qui se vantaient d'organiser la solidarité, n'ont diffusé des tracts et fait des collectes que le 2 mars, c'est-à-dire après le début de l'action du comité de soutien (qui regroupe des grévistes et des camarades de l'extérieur qui veulent aider la lutte). La CFDT de son

côté s'est rangé derrière la CGT en refusant d'y participer.

En réalité la seule façon d'éviter que le chassé-croisé entre la CGT et la CFDT ne freine et ne désorganise la lutte aurait été de mettre en place un comité de grève, regroupant les grévistes les plus combattifs et les plus disponibles, syndiqués ou non, sous le contrôle d'AG régulières regroupant le maximum d'ouvriers. Mais les directions syndicales refusent par principe ces formes d'organisation, de crainte que le mouvement leur échappe.

Il est un peu tard aujourd'hui pour pousser des cris indignés comme le fait l'opportunisme (directions syndicales et partis de gauche) et demander la démission du préfet (comme si ce représentant de l'Etat capitaliste pouvait être neutre et défendre les travailleurs).

C'est dès le début de la grève qu'il aurait fallu mobiliser le maximum de travailleurs de GM et d'ailleurs et organiser une auto-défense efficace de l'occupation.

Prolétaires, camarades,

Il faut en finir avec ces procédés défaitistes et désastreux. La classe ouvrière ne peut réellement se défendre et combattre qu'en se plaçant sur le **terrain de la force** et en utilisant ses propres **armes de classe** : la grève la plus large, avec l'organisation de la défense ouvrière contre la répression bourgeoise, la solidarité active, par dessus les barrières de catégories, de nationalités et d'usine, à travers l'action d'un comité de soutien.

Vive la lutte des travailleurs de GM pour la satisfaction totale de leurs revendications.

Non à la répression et aux licenciements !
Vive la solidarité ouvrière et la lutte de classe !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL
(9-3-78).

La grève des ouvriers de Nervion (Catalogne)

Les centrales syndicales qui se sont préparées depuis l'été dernier pour le renouvellement du contrat collectif des ouvriers de la métallurgie de la région de Tarragone, qui était en vigueur depuis 1974 n'ont accepté dans les assemblées que des **délégués** des entreprises et non tous les travailleurs intéressés, et la commission de négociation issue d'une Coordination représentant tous les syndicats n'a retenu comme revendications fondamentales que les revendications suivantes : salaire de base à 30.000 pesetas, 30 jours de vacances et 40 heures hebdomadaires.

Alors que les Commissions Ouvrières et l'UGT (Union Générale des Travailleurs) se mobilisaient au niveau national pour appuyer le Pacte de la Moncloa (cf. **Le Prolétaire** n° 255) et que les centrales syndicales, sauf la CNT, se mobilisaient pour les élections syndicales, il n'y a eu **aucune mobilisation** des travailleurs de la part de la Coordination pour arracher leurs revendications.

C'est dans ces conditions que le 25 janvier a eu lieu une assemblée de la Métallurgie où les réactions des ouvriers furent franchement hostiles face aux déclarations des représentants syndicaux de la Coordination, qui, au lieu de proposer des méthodes et des moyens pour mobiliser les travailleurs, se sont retranchés dans l'expectative d'« alternatives concrètes »

proposées par les travailleurs de la base, et étaient prêts à faire retomber sur les travailleurs la responsabilité de l'absence de mobilisation.

Au cours d'une assemblée convoquée quelques jours plus tard, au milieu de la démoralisation et de la rage que provoquait la passivité de ceux à qui incombe en principe l'initiative et l'organisation de la lutte ouvrière, quelques ouvriers de la base cristallisèrent la volonté profonde des travailleurs. Ils dénonçaient le travail défaitiste de la Coordination ; exigeaient que les délégués des C.O. et de l'UGT démissionnent de la commission de négociation s'ils n'étaient pas prêts à passer par-dessus les limites imposées par le Pacte de la Moncloa et soutenaient la nécessité de préparer les travailleurs des différentes entreprises à la lutte pour le contrat en organisant des assemblées d'entreprise pour décider d'une grève sans limitation de durée et constituer une coordination réelle de toutes les entreprises pour réaliser cette grève.

L'organisation d'une grève **illégal** et **sans limitation de durée** fut votée un peu plus tard. Mais l'UGT et les C.O. boycottèrent tout travail réel de mobilisation en employant en particulier une méthode éprouvée qui consiste à voter à propos de tout et de rien quand il s'agit d'organiser et de prendre l'initiative.

En fait la Coordination a laissé pas-

ser **un mois entier** sans rien préparer de positif. Et pour démontrer qu'elle « faisait quelque chose » elle a organisé à Tarragone un arrêt de travail de **2 heures** auquel les ouvriers répondirent massivement, donnant des signes réels de combativité. Pendant ce temps, à Baix Camp et à Tortosa, les C.O. et l'UGT signaient un contrat qui fixe le salaire minimum brut à 22.500 pesetas sans consulter les autres régions (Tarragone et Reus).

Le résultat de ce long travail de sabotage de la part des uns, et d'impuissance de la part des autres (comme la CNT anarchiste qui, après être allée le plus loin verbalement, a reculé au moment de l'action pour s'aligner finalement sur les autres), c'est qu'en fin de compte **tous ensemble** ils ont signé le nouveau contrat qui fixe le salaire minimum brut à 22.500 pesetas.

Pendant six mois on a maintenu les ouvriers dans la passivité et on a saboté plus tard leur volonté de lutte, en spéculant sur le manque de force organisationnelle et mobilisatrice pour livrer bataille. Les différentes forces syndicales, CSUT, SU et CNT ont bien démontré qu'elles n'ont de la force que pour trotter derrière ceux qui ont une ferme volonté, mais purement antiprolétaire.

Cela montre bien que seul le travail sérieux et patient porte ses fruits. La longue grève des ouvriers de Nervion, à Tarragone, en est une bonne illustration.

*

Les escarmouches qui ont eu lieu dans cette entreprise pendant des mois ont fini par allumer un incendie dans les premiers jours de janvier. Le 9, une assemblée a été décidée pour élire une nouvelle commission et présenter le nouveau contrat. En fait, cette élection signifiait le boycott des élections syndicales officielles car dans cette entreprise il existe une ferme volonté de la part des ouvriers d'avant-garde de s'opposer à toute attaque des patrons.

Faute du paiement à la date prévue de leur salaire mensuel, les ouvriers de Montajes Nervion S.A. sont entrés en grève le 10, appuyés par ceux de Nervion-Spie. L'entreprise refusant de payer les heures de grève, la grève s'est amplifiée, cette fois sur les revendications concernant le contrat. Bien que les ouvriers aient décidé de faire la grève légale (ce qui constitue un véritable obstacle à la

lutte, en particulier du fait qu'elle consolide les tendances au légalisme ou à la passivité qui peuvent exister parmi les travailleurs, et parce que dans un certain sens elle fait que les délégués se sentent « les mains liées »), l'existence d'un noyau d'ouvriers décidés a été un facteur déterminant pour donner au mouvement un caractère intransigeant. C'est pourquoi, les 5 jours réglementaires de préavis n'ont pas été des jours de découragement, mais de préparation à la lutte.

La grève a commencé le 18, jour où l'entreprise a repoussé toutes les revendications. Les ouvriers ont décidé d'organiser des groupes pour surveiller le travail et empêcher (comme c'est arrivé) qu'une autre entreprise effectue des travaux ; de plus, ils ont mis sur pied un groupe d'élaboration et de diffusion de propagande. Les travailleurs ont empêché que les travaux soient détournés sur d'autres entreprises, distribué des tracts sur d'autres lieux de travail où l'on a demandé aussi une collaboration économique, et ont empêché le travail des jaunes. Malgré les signes de fatigue apparus avec le temps, le fait qu'il existait une ferme résolution de lutte et une capacité d'organisation et de mobilisation a balayé les oscillations et empêché le défaitisme.

L'isolement de cette grève, en pleine période de négociation du contrat collectif de la province de Tarragone, est venu précisément de l'absence de contacts stables avec des ouvriers décidés d'autres entreprises. Et bien que l'on ait convoqué tous les syndicats pour qu'ils rendent compte de leurs responsabilités, on n'a aperçu **aucun** d'entre eux.

Malgré tout, la grève a duré jusqu'au 6 mars, où les ouvriers sont retournés au travail plus unis qu'au début. Et si le renforcement de la ferme solidarité et de l'union des travailleurs est le résultat le plus important du mouvement, les acquis matériels — qui ne satisfont pas toutes les revendications posées — ne sont pas négligeables : diminution du temps de travail, sans diminution de salaire, de 50 à 44 heures hebdomadaires et augmentation de salaire de 8 %.

Il semble pourtant, aux dernières nouvelles, que rien ne serait acquis puisqu'au moment de signer l'accord les patrons viennent de licencier cinq travailleurs parmi les plus combattifs. Il s'agit là de manœuvres d'intimidation auxquelles les travailleurs doivent riposter sans abandonner les revendications pour lesquelles ils se sont battus.

En Israël, efforts insuffisants d'un syndicat « modèle »

Cependant qu'il poursuit l'extermination des foyers de résistance palestinienne, l'Etat d'Israël semble avoir du mal à juguler une vague revendicative stimulée par l'approche du renouvellement des conventions collectives.

Ce n'est pourtant pas faute de s'être donné une armée de fidèles sergents, prêts à jouer leur rôle de tampon entre les salariés mécontents et le gouvernement travailliste : le syndicat unique, l'Histadrout, a mis en avant des revendications pare-feu de blocage des prix et d'augmentation des salaires de 10 à 15 % (**Le Monde** du 10 mars 78). Mais ne

voilà-t-il pas qu'avec un manque de tact révoltant les travailleurs des transports, des postes, de l'enseignement, réclament des augmentations allant de 50 à 150 % ! La grève de la marine marchande se renforce, au point que l'on aurait envisagé la vente de plusieurs bateaux inutilisables. L'Histadrout ne semble même pas en mesure de « prendre le train en marche » : comme les carabiniers, les bonzes arrivent après coup, sans se mêler même aux grèves, pour... négocier.

Même dans l'Etat juif, il y a des bourgeois, des ouvriers, et, naturellement, des bonzes syndicaux...

Les contradictions de la révolution indochinoise

« Deux Etats socialistes qui se battent ! — s'exclament triomphalement les bourgeois face au conflit entre le Vietnam et le Cambodge comme face à la guerre entre l'Ethiopie et la Somalie. On vous l'avait bien dit : socialisme ou pas, les choses restent les mêmes ! » (1).

Ces messieurs feignent d'oublier qu'à travers la guerre de libération contre le colonialisme français puis contre l'impérialisme américain, il s'est réalisé en Indochine une révolution non pas socialiste mais **bourgeoise** — avec de plus toutes les limites d'une révolution bourgeoise en retard : entre autres le fait que de ce conflit long de plusieurs dizaines d'années ne soit pas né un Etat indochinois **unitaire**, mais trois Etats dont les frontières sont en grande partie calquées sur celles des ex-pays coloniaux : Vietnam, Cambodge et Laos ; frontières artificielles, et, comme telles, sources de perpétuels conflits.

Mais expliquer cela ne suffit pas. Il faut aller plus loin et regarder au-delà des simples faits contingents, pour reconnaître dans la physionomie sociale des Etats belligérants d'aujourd'hui le signe des contradictions internes qui se sont développées dans le front, **entièrement bourgeois**, certes, mais compact **seulement en apparence**, de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste : on verra alors que ce ne sont pas seulement des **frontières d'Etats** qui séparent ces pays, mais aussi des **frontières sociales**.

Quelles étaient les forces composant ce front ? En simplifiant, on peut dire qu'elles étaient deux. D'une part, une bourgeoisie nationale qui se donnait pour objectif de briser le joug de la domination étrangère et de réunir les diverses nationalités et ethnies indochinoises en une seule nation politiquement indépendante, en la consolidant sur la base d'un développement intensif des forces productives (en premier lieu de l'industrie lourde) et d'un appareil d'Etat bien construit : objectif qui caractérise **toute** révolution bourgeoise, et dont le PC stalinien du

Vietnam s'est fait le porteur. D'autre part, le mouvement paysan des diverses nationalités indochinoises qui attendait de la lutte contre la domination coloniale et impérialiste une réforme agraire **radicale**, et que la bourgeoisie vietnamienne **redoutait, tout en ne pouvant se passer de sa puissante contribution à la lutte**.

Il s'agissait de deux forces **bourgeoises**, mais dont les intérêts ne convergeraient que temporairement, comme nous l'apprend l'histoire de toutes les révolutions de la bourgeoisie, à commencer par les révolutions française et anglaise. C'est ce qui advint au cours de la longue guerre de libération indochinoise, où la bourgeoisie vietnamienne, tout en utilisant à son profit l'appui du mouvement paysan, ne cessa jamais de le trahir, pour pactiser avec l'impérialisme et ses agents locaux.

Déjà, durant la seconde guerre mondiale, elle avait suspendu la lutte contre les colonialistes et l'« ancien régime » pour participer à la lutte contre le Japon aux côtés de la France et des Etats-Unis. Elle espérait d'eux, en retour, sa propre « libération ». Elle ne l'a bien sûr pas obtenue, face à un impérialisme français qui s'accrochait à ses colonies pour résister à la concurrence de ses alliés et rivaux, et face à un impérialisme américain décidé à affirmer et à étendre sa propre domination sur l'Asie. A la fin de la guerre mondiale, où les masses paysannes et leurs intérêts avaient été sacrifiés à l'intérêt « supérieur » de l'alliance avec le bloc impérialiste démocratique, il était inévitable que la guerre de libération renaisse. Le colonialisme français y subit une défaite retentissante, mais la bourgeoisie vietnamienne, sous la pression des puissances tant « amies » qu'ennemies, accepta que le pays soit divisé en deux (Conférence de Genève de 1954) en renvoyant son unification à un futur référendum et en abandonnant à leur sort — c'est-à-dire aux attaques dévastatrices des Etats-Unis, qui avaient pris le relais de la France dans l'Asie du Sud-Est — les masses paysannes du Cam-

bodge et du Laos. Au lieu d'agiter le drapeau d'une lutte **générale** contre les régimes corrompus et exploités des valets de l'impérialisme (dont le joug pesait en premier lieu sur les plèbes rurales) et d'en faire le levier d'une guerre étendue à toute la région, liant les grandes masses et les diverses nationalités dans un unique effort d'émancipation, elle les sacrifia à l'objectif prioritaire de sa **propre** constitution en Etat indépendant et souverain, appuyé sur la base solide d'une industrie moderne et d'un potentiel militaire efficace, et capable de faire valoir ses propres intérêts pan-indochinois au prix de misérables accords avec les impérialistes. Elle comptait de cette manière se renforcer comme une sorte de **Prusse de l'Indochine**, agrandissant peu à peu son territoire grâce à sa puissance économique et militaire, et non grâce à un prestige éventuel de leader d'une gigantesque guerre **sociale**.

Qu'un tel plan stratégique puisse se réaliser « harmonieusement », comme se l'imaginait la bourgeoisie nord-vietnamienne, n'était cependant qu'un rêve. Il fut balayé par l'intervention de deux autres forces antagonistes : d'une part, l'impérialisme, soucieux tant de maintenir l'état de fragmentation du territoire pour pouvoir mieux le dominer, que d'empêcher l'accès de la bourgeoisie nord-vietnamienne aux importantes zones rizicoles du sud ; d'autre part, les masses paysannes du Sud et de l'Est qui, se moquant de tout compromis diplomatique, continuaient à se battre contre les impérialistes et leurs valets « compradores ». C'est à ces masses paysannes que sont dues les victoires du mouvement anti-impérialiste, non seulement au Cambodge et au Laos, mais aussi au Vietnam du Sud : Hanoï ne les a soutenues — quand il les a soutenues — **que dans la mesure où leur indomptable volonté de lutte lui permettait de frapper les bases d'appui et d'attaque des Etats-Unis**. Son armée avançait à **leur suite, non à leur tête**. C'est ainsi que, dans les pourparlers de paix avec Washington, la bourgeoisie

vietnamienne tourna encore une fois le dos aux paysans martyrisés du Cambodge et du Laos pour se concentrer entièrement sur le Vietnam du Sud, où il était urgent de conjurer la menace de leurs frères de classe déçus dans leur espérance séculaire d'une réforme agraire radicale et prêts à reprendre les armes pour l'obtenir.

Cette conception typiquement bourgeoise, purement militaire et diplomatique, de la guerre de libération impliquait que le Laos, région intérieure habitée par différents peuples campagnards, et le Cambodge, pays essentiellement paysan mais unitaire sur le plan ethnique et d'une très grande importance stratégique, finiraient par entrer dans la sphère d'influence du Vietnam et par être tôt ou tard englobés par lui, cédant ainsi à la force d'attraction d'un Etat qui, après vingt années de développement économique et de consolidation militaire dans le Nord, et grâce à l'annexion enfin réalisée du Sud, était désormais devenu le véritable **pôle** de l'Asie du Sud-Est.

La lutte de classe entre paysannerie et bourgeoisie prend des formes d'autant plus âpres que l'intervention indépendante des plèbes rurales est plus massive, et que leur homogénéité ethnique et sociale est plus élevée. Ceci explique pourquoi l'expansion graduelle du Vietnam n'a pas rencontré de sérieuses difficultés au Laos, dont les paysans sont divisés en de nombreux groupes ethniques, et qui,

(suite page 8)

(*) Nous ne parlerons pas de ces « gauchistes » qui, ayant chanté hier encore les louanges du « socialisme » vietnamien ou cambodgien, crient bien fort qu'ils ont été... trompés, ou en concluent que le marxisme est décidément en crise, et non plus des indifférentistes « ultra-gauche » pour qui des révolutionnaires qui mettent en mouvement des millions d'hommes ne sauraient, de toute façon, être (en tout cas depuis 1920!) autre chose qu'un jeu de marionnettes dont l'impérialisme tire machiavéliquement les ficelles...

Mensonges et barbarie du capitalisme

● Accord bidon en Rhodésie

Le 3 mars, le premier ministre rhodésien a signé avec trois dirigeants noirs de l'intérieur un accord en vertu duquel la Rhodésie accèderait à l'indépendance à la fin de cette année après une période de gouvernement intérimaire, et qui consacre en fait le maintien de la suprématie blanche (3 % de la population) dans le pays. Selon cet accord, écrit *The Economist* de Londres des 11-17.3.78, « aucun pouvoir réel ne passera dans les mains des Noirs pendant la période intérimaire. [...] De plus pendant au moins dix ans après la mise en œuvre de la nouvelle Constitution, les Blancs pourront [...] conserver l'essentiel de leur pouvoir actuel sur les forces armées, la police et l'administration ».

La manœuvre de Smith est si grossière que non seulement les chefs du Front Patriotique qui dirigent la guérilla contre le régime de Salisbury n'ont pu que rejeter les termes de l'accord, mais que même les puissances occidentales, et en particulier les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, sont réticentes : elles craignent en donnant leur aval de se couper à la fois des dirigeants nationalistes rhodésiens et des gouvernements africains qui comptent sur elles, et de compromettre ainsi leurs intérêts présents et futurs en Afrique, en permettant à l'U.R.S.S. de profiter de la situation pour consolider ses positions sur le continent noir. « Cet accord, écrit *l'International Herald Tribune* du 7 mars, met en danger les intérêts américains les plus importants en Afrique. Ces intérêts exigent qu'il y ait une transition pacifique vers le pouvoir politique des Noirs dans toute l'Afrique australe et que soit évité tout conflit qui

risquerait de provoquer l'intervention de puissances étrangères. Le moyen le plus sûr de promouvoir une transition pacifique est d'insister pour qu'il y ait un accord incluant le Front Patriotique. Si l'on veut empêcher cette transition, il suffit de persister dans un « règlement » qui amènera le Front à s'engager dans l'escalade, éventuellement avec l'aide des Cubains et des Soviétiques ».

Les impérialismes occidentaux n'ont pu que mettre leur veto au Conseil de Sécurité à la proposition d'accord rhodésien afin que la guérilla n'aille pas chercher un appui dans le camp impérialiste adverse. Au prolétariat des métropoles impérialistes de reprendre le chemin de la lutte directe, afin que ce soit de lui que vienne l'appui aux luttes anti-impérialistes en Afrique australe : il est le seul désintéressé, le seul qui puisse permettre à ces luttes de pousser au-devant de la scène leur aile plébéienne et prolétarienne, condition indispensable à leur caractère radical et conséquent.

● L'extermination des Palestiniens continue

Les Etats arabes qui se sont réunis naguère à Tripoli pour proférer un refus indigné de la politique de capitulation ouverte de l'Egypte avaient, lors de l'intervention israélienne au sud-Liban, une occasion rêvée de montrer précisément ce que signifiait leur « fermeté ».

En réalité, comme il fallait s'y attendre, ils n'ont pas levé le petit doigt pour empêcher Israël de pilonner et de massacrer les Palestiniens qui se trouvent dans cette région, ouvrant à peine la bouche pour protester contre la « violation de l'espace national d'un Etat indépendant ».

Comme s'il s'agissait de cela, et non d'une opération de nettoyage contre-révolutionnaire dans une zone déjà affectée par un accord tacite entre tous pour la suzeraineté israélienne. L'épisode confirme, s'il en était encore besoin, que ce n'est pas le sort des Palestiniens qui fait bouger les régimes arabes. Ou plutôt si, dans un sens, à savoir que c'est bien l'existence des Palestiniens qui les gêne tous et qu'ils sont bien soulagés de voir aujourd'hui Israël mettre à nouveau la main à la pâte !

Aussi les mises en garde de Jérusalem à Damas avaient-elles un effet garanti d'avance. Israël en a d'ailleurs profité pour bombarder les camps de réfugiés récalcitrants comme Damour et même la banlieue de Beyrouth et ce sans réaction aucune. La « légitimité » de son opération réside dans le fait qu'Israël agit *au fond* au nom de *toutes* les classes dominantes de la région et de *tous* les impérialismes.

Il y a un autre facteur qui inspire aux Etats arabes le plus grand respect pour l'opération israélienne, quitte à sacrifier à l'expansionnisme sioniste de nouveaux territoires. La situation économique désespérée a depuis des mois provoqué de vastes mouvements de grève qui ne pouvaient être surmontés que dans une aventure guerrière sous la bannière de la « solidarité juive ». Il y a donc un lien direct entre la recherche de la paix sociale en Israël et l'agressivité de cet Etat pied-noir. Il n'y a plus d'autre salut pour les prolétaires juifs que de lier leur lutte à celle des masses arabes prolétariées, et avant tout des prolétaires palestiniens odieusement opprimés par l'Etat sioniste. C'est en même temps leur devoir le plus impérieux devant le prolétariat international.

Il est cependant vrai qu'ils seraient considérablement aidés dans l'accomplissement de cette tâche par la rupture de la paix sociale en Amérique et en Europe, dont Israël n'est qu'un appendice.

● Massacre au Nicaragua

Au moment où se déroulait la grève des mineurs américains qui provoquait aux U.S.A. une situation « d'état d'urgence », une révolte insurrectionnelle du prolétariat, des masses prolétariées des bidonvilles et de la paysannerie indigène secouait le petit Nicaragua.

Aux deux pôles de l'impérialisme américain, dans la métropole ultra-développée du capitalisme international, et dans l'une des régions les plus arriérées, entraînée dans le tourbillon du marché mondial, les forces de répression ont été mobilisées pour restaurer la paix sociale. Aux Etats-Unis, c'est l'armée qui est mobilisée contre les mineurs. Au Nicaragua, c'est la Garde Nationale des mercenaires du régime des Somoza (mais il ne s'agit là que d'un prête-nom) qui est intervenue. Dans le premier cas, tout n'est pas encore joué, dans le deuxième, le massacre est un fait accompli.

Au-delà de ce énième massacre perpétré par l'impérialisme U.S., la main dans la main avec la bourgeoisie et les propriétaires fonciers latino-américains, sur le prolétariat et les masses prolétariées, nous voyons dans ces faits une confirmation de plus du besoin et de la possibilité de souder la lutte du prolétariat des deux Amériques dans une même révolution qui embrasera l'empire américain tout entier, et qui sera le chaînon décisif de la révolution communiste internationale.

Abstentionnisme communiste et indifférentisme ultra-gauche

Comme nous l'avons dit souvent, ce n'est pas l'abstentionnisme qui nous distingue, en tant que tel, de tous les autres courants. Il n'y a pas identité entre politique révolutionnaire de classe et abstentionnisme.

L'opportunisme classique, de droite ou du centre, peut être abstentionniste, par démocratisme (boycott des élections organisées par un gouvernement fasciste, par exemple), ou simplement par occasion (insuffisamment de forces pour présenter des candidats). L'anarchisme est abstentionniste dans l'absolu, pour des raisons morales et de principe — refus de « tout compromis », peur de se salir les mains, phobie de l'Etat, de l'« autorité », des « chefs », etc. —, quand ce n'est pas par indifférence pure et simple pour la politique, comme dans sa variante anarcho-syndicaliste. Les gauches « infantiles » des années 1920, réincarnation « modernes » du vieil idéalisme antimarxiste, étaient également abstentionnistes pour des raisons analogues : parce que, comme disait Pannekoek, « le parlementarisme est la forme typique de la lutte par le moyen des chefs, où les masses elles-mêmes jouent un rôle secondaire » et que dans les pays occidentaux, où le prolétariat « doit faire la révolution seul contre les autres classes » (et non, comme en Russie, avec la paysannerie qui, inculc, a besoin d'être dirigée par des chefs), il doit par conséquent « s'élever spirituellement à une grande hauteur » en se débarrassant des chefs, des partis politiques « au sens courant du terme », des syndicats et, pour la même raison, des institutions parlementaires (1).

A la même époque, la Gauche communiste « italienne » dont notre parti se revendique était abstentionniste, dans les pays de capitalisme avancé, pour des raisons complètement différentes : ni par démocratisme, ni par occasion, ni par principe, mais en relation avec une phase donnée du capitalisme et de la lutte prolétarienne ; non parce que dans les aires de vieille démocratie il faudrait liquider la « conception léniniste » (c'est-à-dire marxiste !) du parti — état-major centralisé et nécessairement hiérarchisé de la révolution, conscience et volonté de la classe — au profit finalement d'une vague démocratie ouvrière incarnée dans les Conseils et autres formes immédiates d'organisation, mais au contraire parce que la dureté de l'affrontement des classes et le poids écrasant des traditions démocratiques et de l'opportunisme dans ces pays y rendaient impératives une sélection rigoureuse (véritablement bolchévique) du parti sur la base d'une adhésion sans réserves aux principes de l'Internationale Communiste et d'une rupture sans équivoque, sur le plan non seulement théorique mais pratique, avec toutes les inerties social-démocrates, et une tactique intransigeante (plus bolchévique encore que celle des bolchéviks), susceptible de rendre palpable, pour les prolétaires occidentaux bercés par les sirènes de la démocratie, l'impossibilité de s'éman-

ciper par une autre voie que celle de la révolution violente et de la dictature du prolétariat, dirigées par le parti de classe. Telles étaient, et telles sont encore, les raisons de notre abstentionnisme : diamétralement opposées à celles non seulement du centrisme et de l'anarchisme, mais de toutes les variantes de l'idéalisme ultra-gauche (2).

Il est donc passablement comique (bien que ce spectacle monotone finisse par lasser) d'observer les efforts réitérés de ces énièmes incarnations du démocratisme de gauche (terriblement de gauche !) que sont des sectes comme « Révolution Internationale » et ses cousins du CCI pour : 1) « marier » la gauche communiste italienne et les courants idéalistes du type KAPD, Tribune, etc., sous l'égide d'un prétendu « marxisme occidental » opposé au... bolchévisme ; 2) se réclamer « des apports successifs de la Ligue des Communistes, des I^{re}, II^e, III^e Internationales » et des « fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière » (couverture de la *Revue Internationale*) tout en jetant aux orties la conception marxiste du parti et de ses rapports avec la classe, de la dictature du prolétariat, de la révolution double, des rapports entre lutte immédiate et lutte révolutionnaire (3), et tout en accusant, pêle-mêle, Engels de concessions au crétinisme parlementaire, Lénine d'opportunisme, Bordiga de soumission à l'Internationale dirigée par les bolchéviks, et notre parti à la fois d'oscillations coupables dans le sens du « léninisme » et d'infidélité aux « apports » de la Gauche...

La position du CCI dans la question parlementaire offre quelques exemples de ces contorsions, en même temps qu'elle illustre de manière frappante son idéalisme foncier et, en fin de compte, réactionnaire.

Tactique, principes et « changement de période »

Qu'est-ce qui distingue *tactique* et *principes*, pour des marxistes ? Serait-ce par hasard le fait que la tactique peut faire l'objet d'un « débat » au sein du parti et pas les principes ? que les principes sont « importants » et la tactique secondaire ? les principes obligatoires et la tactique facultative ? Sûrement pas. Il n'y a pas plus de *liberté d'opinion* au sein du parti en matière de tactique qu'en matière de théorie, de principes et de programme. En admettre une serait admettre un facteur d'indétermination, au sein de ce domaine vital par excellence qu'est l'action, et finalement l'autonomie et le fédéralisme en matière d'organisation. Comme la Gauche l'a souvent rappelé, dès le début, puis dans sa lutte contre la progressive dégénérescence de l'Internationale, les solutions tactiques ne surgissent pas au gré des circonstances et de l'improvisation : elles doivent être prévues à l'avance et connues de tous les militants, à la base comme au sommet. Elles ne sont ni *locales*, ni *nationales* : elles sont fixées par le centre mondial, sur la base d'un bilan international.

Ce sont précisément ces principes — centralisme et internationalisme — qui expliquent que la Gauche ait accepté avec discipline la décision prise centralement par l'Internationale au sujet du parlementarisme révolutionnaire, et exigé des récalcitrants au sein du PC d'Italie qu'ils s'y conforment, tout en demeurant convaincue de la justesse de la thèse abstentionniste. Et ce sont les mêmes critères qui l'ont toujours guidée dans toute sa lutte des années suivantes au sein de l'Internationale. Pas besoin d'aller chercher on ne sait quelle duplicité (et pourquoi pas « électoralisme », comme R.I. le dit ailleurs) de Bordiga pour expliquer cette prétendue « soumission ». Mais il est vrai que quand on est obnubilé par la phobie des « chefs » et de la « dictature du parti » on peut malaisément comprendre que le centralisme et la discipline (non pas vis-à-vis de n'importe quel parti, bien entendu, mais du parti révolutionnaire mondial guidé par les principes

Dans un article de son dernier numéro (mars 78), *Révolution Internationale* part en guerre contre « l'abstentionnisme, formule de confusion » et s'attaque de front au problème : la gauche allemande faisait de l'abstentionnisme une question de principe, la gauche italienne une question tactique ; comment les départager pour être fidèle à la fois à leurs « apports successifs » ? Qu'on se rassure, R.I. n'est pas à court d'arguments.

1) La gauche italienne « pensait que cette non-participation aux élections était une affaire de tactique, mais cette tactique était si importante qu'elle déterminait l'existence d'une fraction en vue d'une scission » : « cette tactique est bien près de ressembler à un principe » ;

2) L'« argumentation » de Bordiga selon laquelle « la tactique influe sur celui qui l'applique et il n'est pas vrai qu'un véritable communiste, mandaté par la véritable Internationale, puisse faire n'importe quoi sans risquer de se tromper » servait « peut-être à masquer la soumission du PC italien à l'Internationale en faisant du parlementarisme révolutionnaire » ;

3) « Si cette question était en débat parmi les révolutionnaires en 1920-24, elle est aujourd'hui tranchée par cinquante années de contre-révolution. Fidèles à l'analyse tracée par le Manifeste de la III^e Internationale, nous tirons les conclusions du changement de période. En période de décadence du capitalisme, il n'est plus possible de faire du « parlementarisme révolutionnaire ». Dès lors, cette question est devenue une question de principe ». CQFD.

Un instant. Essayons tout de même d'éclaircir de notre lanterne le charabia de MM. les pourfendeurs de « confusion ».

communistes) passe avant l'abstentionnisme...

De même, c'est ne rien comprendre à la lutte politique et à ce qu'est un parti révolutionnaire, que de faire de l'abstentionnisme, en soi, une raison de « scission ». La Fraction qui se constitua en 1919 autour du journal « Il Soviet » pour préparer la scission du Parti Socialiste Italien n'était nullement « déterminée », comme feint de le croire R.I., par l'abstentionnisme, mais d'abord par la *continuité d'une lutte sur un ensemble de positions de principe et de programme*, en tous points convergentes avec celles des bolchéviks (4). Il s'agissait pour elle de lutter pour former le parti de la révolution communiste, un parti où ne pouvaient avoir leur place ni les réformistes partisans de la voie parlementaire au socialisme, ni les centristes partisans de l'unité avec eux. Dans ce processus de sélection organique, l'abstentionnisme pouvait représenter, comme elle le disait, un « catalyseur », un « test » de la rupture, un moyen *subsidaire* par rapport aux critères fondamentaux tracés par les bolchéviks et qui sont les piliers de notre doctrine : parti, insurrection, dictature, terre rouge. Rien de plus.

La tactique, donc, forme un tout avec l'ensemble des positions théoriques, programmatiques et de principe, auxquelles elle est subordonnée. Qu'est-ce qui la distingue des principes ? Les principes sont *permanents et absolus* : ils ne dépendent en aucune manière des situations. L'éventail des solutions tactiques, lui, dépend *non seulement des principes*, mais des grandes phases et aires *historiques* dans lesquelles se déroule l'action du parti, et à l'intérieur même de ces phases, des circonstances concrètes qu'il faut encore étudier avec la plus grande rigueur.

Ainsi, le marxisme est, par principe, *anti-parlementaire* : la révolution prolétarienne balayera le parlement avec tous les autres rouages de l'Etat bourgeois pour les remplacer par les organes de l'Etat prolétarien. Cela n'implique pas

que l'utilisation du parlement soit proscrite *toujours et partout* comme pour les anarchistes, dans la mesure où l'alignement des classes n'est évidemment pas le même dans les aires où la révolution double est à l'ordre du jour (et où la démocratie a par conséquent encore un contenu révolutionnaire, bien que bourgeois), dans celles — comme l'Europe de 1871-1914 — où le capitalisme en est à sa phase réformiste (et où le parlement reste une arène, bien que secondaire, de la lutte des classes) et dans les aires impérialistes, où la démocratie n'a plus qu'un contenu contre-révolutionnaire et où le parlement ne joue plus d'autre rôle que mystificateur. Dans le premier et le second cas, l'utilisation tactique du parlement (toujours en vue de sa destruction révolutionnaire) est possible, ce qui ne veut d'ailleurs pas dire automatique (voir le boycott par les bolchéviks de la Douma, etc.).

Il faut avoir l'aveuglement de l'idéalisme « de gauche » — qui, à la manière du vieux Proudhon dont se moquait Marx, remplace le cours réel de l'histoire par les idées qui tournent dans sa tête — pour ne pas voir que le capitalisme ne se développe pas *selon un rythme uniforme* partout dans le monde, et pour mettre sur le même plan des continents asservis par l'impérialisme et qui peinent dans les douleurs du capitalisme naissant, et l'aire euro-américaine, sénile, gorgée de richesses et de capitaux, qui les asservit.

Aujourd'hui, après un amer bilan historique, nous sommes en droit de considérer que la question du « parlementarisme révolutionnaire » — dont on pouvait encore discuter en 1920, faute de confirmations historiques — est définitivement tranchée pour les aires de capitalisme avancé ; mais, pas plus que nous ne le faisons en 1920, il ne nous viendrait à l'idée d'étendre ce diagnostic aux pays qui en sont encore à accomplir leur « révolution bourgeoise ». Du fait de l'évolution du monde dans un sens totalitaire, le parlement y est sans aucun doute une arène *plus secondaire encore* qu'il ne pouvait l'être dans la Russie tsariste au temps des bolchéviks, mais on ne peut exclure qu'il y soit encore un terrain d'affrontement entre les différentes classes sociales.

Le coup de baguette magique de 1914-18, en ouvrant l'ère des guerres et des révolutions, aurait eu la vertu miraculeuse, pour R.I., d'*uniformiser* partout les rapports sociaux et politiques. C'est au nom de cette pétition de principe qu'elle crée exclue, depuis lors, toute possibilité de révolution bourgeoise, condamne toute lutte d'indépendance nationale comme contre-révolutionnaire et renie le devoir sacro-saint, pour le marxisme, de l'appui des prolétaires métropolitains aux révoltes des peuples opprimés par leurs impérialismes. La négation de la possibilité actuelle de tout parlementarisme révolutionnaire dans les aires arriérées n'est

(suite page 8)

(1) Pour la critique de ce courant, voir en particulier notre *Histoire de la Gauche Communiste*, chap. sur « La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international », dans *Programme Communiste* n° 58.

(2) Pour une analyse plus développée de notre tactique abstentionniste, voir, en plus de la brochure et des récents articles du *Prolétaire* (n°s 258 à 262) *l'Histoire de la Gauche Communiste*, cit., chap. sur « Le II^e Congrès de l'Internationale Communiste : un sommet et une croisée des chemins », dans *Programme Communiste*, n°s 59 et 60.

(3) Pour la critique des positions les plus caractéristiques de ce courant, voir « *Révolution Internationale* » et ses amis : *l'insondable profondeur du « marxisme occidental »* et *La légende d'une « gauche européenne »* dans *Le Prolétaire* n°s 203 et 204.

(4) Cf. les « Thèses de la Fraction Communiste Abstentionniste », dans *Défense de la continuité du programme communiste*. Celle-ci prit d'ailleurs ce nom surtout pour se distinguer de la tendance centriste majoritaire dans le PSI, et qui s'était déjà auto-proclamée « Fraction Communiste ».

Souscription permanente

Liste n° 1 et 2

Cannes, 100 ; X., 7,50 ; François, 65 ; J.-P., 20 ; Thierry, 5 ; Benjamin, 350 ; Bordeaux, 250 ; Rouen, 150 ; Angers, 12 ; Grenoble, 516,50 ; Lausanne, 300 ; Lille, 360 ; Toulouse, 23 ; Paris, 1.424 ; Benjamin, 570 ; Thierry, 120 ; François, 30 ; Strasbourg, 722,50 ; Paris, 133 ; Wanda et Anita, 50 ; Cechino, 150 ; Francesco, 143 ; Réunion publique Paris, 400 ; Local Paris, 51 ; Local Paris, 63,50 ; de Belgique, en mémoire de WVO, 120 ; un lecteur parisien, en soutien 1.000.

Total liste n° 1 et 2 : 7.136 F.

Soutenez le développement de la presse internationale du Parti
Souscrivez !

Les contradictions de la révolution indochinoise

(suite de la page 6)

ne présentant pas d'intérêt stratégique notable, ne peut pas compter sur l'appui de puissances étrangères dans sa résistance à la pression vietnamienne. Le Cambodge, au contraire, était prédestiné à une lutte à mort avec la bourgeoisie vietnamienne qui, de son côté, était déjà aux prises avec un tenace mouvement paysan. En effet, si les paysans khmers ont défait l'impérialisme et ses agents locaux dans le cadre d'une lutte armée étendue à toute l'Indochine, ils l'ont fait avec leurs seules forces, et malgré l'isolement dans lequel les ont constamment laissés aussi bien le Vietnam que l'URSS et la Chine « socialistes ». La première n'a jamais aidé les Khmers Rouges, alors qu'elle armait le prince fantoche Sihanouk, surtout après les révoltes agraires de 1964. La seconde a fourni par la suite un certain armement aux rebelles, mais au compte-goutte et, après les accords de Paris de janvier 1973, elle n'a pas hésité à suspendre ses envois d'armes lourdes et de munitions durant huit mois pendant lesquels les Américains ont déversé sur le Cambodge l'équivalent de 7 à 8 bombes d'Hiroshima !

Ainsi, dans le sillage de la guerre, le Cambodge a effectué sa révolution, la seule vraiment radicale en Indochine : une révolution agraire, caractérisée comme toutes ses semblables (qu'on pense à la Guerre des Paysans en Allemagne illustrée par Engels) par une extrême violence, par une haine féroce envers la « civilisation » urbaine, par un « égalitarisme » ingénu, et même par une sorte de « communisme primitif », toutes choses totalement incompréhensibles pour n'importe quelle bourgeoisie (cf. le scandale suscité dans tout le monde bourgeois, et pas seulement au Vietnam, par son « terrorisme ») ; une révolution paysanne,

qui devait donner naissance à un Etat fragile, comme tout Etat reposant sur des bases sociales et économiques agraires.

Débarrassés tant de l'impérialisme américain que de la pieuvre de l'« ancien régime » cambodgien, non pas grâce mais malgré l'inconséquence et les trahisons de la bourgeoisie vietnamienne, les paysans khmers défendent aujourd'hui avec acharnement leur territoire contre un Vietnam dont ils n'ont jamais reçu aucune protection pendant leurs longues années de luttes et dont ils ne peuvent attendre que l'exploitation. Leur drame est qu'ils ne pourront conserver longtemps leur indépendance, pas plus d'ailleurs qu'aucune paysannerie, et aucun régime fondé sur elle. C'est ce nœud de contradictions qui, sur le fond de la trahison par la bourgeoisie vietnamienne des plèbes rurales indochinoises et de la révolutionnaire de la péninsule, confère à la lutte entre paysannerie pauvre et bourgeoisie capitaliste qui se déroule le long des frontières du Cambodge l'aspect dérivé d'une guerre entre nationalités et d'une guerre entre Etats.

Ainsi, dans l'intervention militaire vietnamienne, et dans les luttes internes qui l'accompagnent au sein de la direction khmer, se révèlent non seulement l'aspiration générale de la bourgeoisie du Vietnam à soumettre politiquement et économiquement un Etat « frère », mais aussi son aspiration actuelle à jeter les prémises sociales d'une énergique prise de contrôle du mouvement paysan des Khmers, signe avant-coureur de terribles révoltes rurales dans toute l'Indochine. De même le processus en soi progressif de l'unification de la péninsule révèle, sur le plan de l'intervention dans les rapports de propriété et de production et dans la structure sociale comme sur celui du traitement des minorités ethniques,

l'empreinte des traits les plus réactionnaires de la grande bourgeoisie qui l'a réalisée.

Il n'existe pas au Cambodge de prolétariat capable de fondre tous les antagonismes nés de la victoire bourgeoise en un puissant mouvement social visant à abattre la classe dominante et à pousser jusqu'au bout une révolution que celle-ci cherche — et pour l'instant réussit — à arrêter en cours de route. Aussi, face à un Etat vietnamien qui apparaît inévitablement à ses yeux comme une unité sociale compacte, et de plus allogène, qui, pour la soumettre, compte surtout sur des facteurs aussi peu héroïques que l'usure du temps et une guerre à armes inégales, la « République paysanne » du Cambodge n'a-t-elle que la douteuse ressource de s'appuyer sur une Chine qui, alors qu'elle n'a aucune sympathie pour le mouvement des plèbes rurales, puisqu'elle poursuit les mêmes buts de classe que le Vietnam, a au contraire tout intérêt à maintenir divisée la péninsule, avec la bénédiction tacite des Américains. De l'autre côté, tandis que l'URSS s'efforce de s'assurer dans le Vietnam un allié sûr contre la Chine et les Etats-Unis dans une aire stratégique vitale, la bourgeoisie vietnamienne n'hésite pas à courtiser les gouvernements fantoches existant encore dans la région, comme celui de Thaïlande, en se présentant comme le meilleur garant du statu quo social et en concluant ainsi son cycle, comme toute bourgeoisie, dans la honte et l'ignominie.

Une autre classe, en Indochine comme partout ailleurs, devra se constituer en puissance dominante pour résoudre de façon radicale le nœud des contradictions générales et particulières de l'ordre bourgeois : c'est le prolétariat révolutionnaire mondial.

Presse du Parti

Voici le sommaire du n° 11 de

El Comunista

- ¿ La república ?
- Del Cairo a Trípoli.
- De tanto correr tras « gobiernos obreros » se pierde la vía de la revolución proletaria.
- El sentido de nuestra actividad « externa ».
- Asambleas de Parados : ¡ El pan, a falta de trabajo !
- Mininotas.



Le prolétaire Supp. Suisse n° 10

- Le 8 mars, journée prolétarienne et communiste.
- Pour une opposition de classe à la PFS.
- La Suisse et l'ONU : bientôt un brigand de plus dans la caverne.
- La 9^e révision de l'AVS.
- Notes syndicales et luttes ouvrières : « Combattre », Dubied, Naville, Matisa, etc.
- Quand le maître reconnaît les services de son valet.
- L'OCDR : sous le jargon ésotérique un démocratisme vulgaire.



Kommunistisches Programm

Le point sur le soutien aux soldats

(suite de la page 4)

nement irresponsables. Quant à la seconde, il n'en est plus question, le P.C.F. ayant changé de position et considérant aujourd'hui qu'un an est une bonne durée, avant de faire mieux, dès que la bourgeoisie le réclamera, ce qui ne saurait tarder.

Mais la revendication une fois choisie pour ne pas s'attirer les foudres de l'opportunisme, se donne-t-on au moins les moyens de l'obtenir par des méthodes qui font avancer la lutte de classe ? Pensez-vous ! La manière dont la L.C.R. pose la question condamne d'avance à l'échec cette « campagne » déjà plus que modeste. Pour y parvenir en effet, il faut « renforcer les liens avec les syndicats ». Mais qu'est-ce que cela veut dire ? Ou bien on entend se lier avec les directions syndicales, c'est-à-dire avec cet appareil uniquement constitué de larbins avoués du capital qui ont déjà mille fois montré leur attachement total et définitif à la bourgeoisie ; ou bien on entend organiser une pression de classe sur la bourgeoisie et l'opportunisme par la création d'organisations ouvrières ouvertes qui se donnent comme tâche de tisser des liens entre ouvriers et soldats contre la politique de l'opportunisme qui, lui, veut lier

la lutte des soldats à celle des officiers.

La L.C.R. a à ce point mûri — pourri ? — que sa réponse est des plus limpides. Il s'agit d'obtenir que « toutes les organisations démocratiques et ouvrières, et notamment les deux principaux partis ouvriers, le P.S. et le P.C., [agissent] unitairement pour imposer les droits démocratiques pour les soldats ».

Comment donc « faire pression » sur ces organisations « ouvrières » ? Car on peut supposer que l'opportunisme « officiel », représentatif et responsable, et qui se prépare à devenir gérant de la bourgeoisie, ne peut pas changer de programme politique comme de slips à la différence de la L.C.R.

Eh bien, finie l'ère des comités trop « sectaires » : la solution est toute simple, elle est de faire l'unité avec l'opportunisme ce qui ne peut vouloir dire qu'accepter totalement le programme de la gauche. Laissons parler la L.C.R. :

« [La signature de la pétition c'est, ndr] ... un combat fondamental pour les libertés [...] de tous les citoyens [...] Il faut que se crée dans tout le pays un rapport de force tel qu'il puisse se mener à visage découvert ! [Et pour ceux qui n'auraient pas compris, ndr] il faut que les comités de soldats [...] deviennent légaux, qu'ils

puissent s'organiser, revendiquer au grand jour ! »

Mais que veut dire cette déclaration sinon l'acceptation jusqu'au bout des revendications scélérates du Programme commun : comment une organisation des soldats « légale !!! » qui naîtrait de l'action commune avec la gauche pourrait-elle être autre chose qu'une organisation dont les buts seraient exclusivement de désamorcer l'actuel mouvement revendicatif des soldats pour le meilleur fonctionnement de cet appareil d'oppression bourgeoise que constitue l'armée, une organisation de collaboration effective des soldats et de la hiérarchie même si les circonstances peuvent la contraindre à se réclamer, au moins formellement, de l'indépendance vis-à-vis de la hiérarchie militaire.

On ne peut donc faire meilleur travail que cette extrême gauche qui, en cachant dans sa propagande tout ce qui pourrait gêner l'opportunisme et en supprimant toute revendication et toute méthode de lutte qui n'est pas acceptable par lui, ôte à la lutte ouvrière les principes qui lui sont indispensables, et même les revendications et les méthodes sans lesquelles il devient impossible de parler de défense de classe.

Abstentionnisme communiste

(suite de la page 7)

qu'un corollaire de cette position de fond, aussi contre-révolutionnaire sur le plan pratique qu'elle est antidialectique sur le plan de la théorie.

C'est tout simplement cela qui se cache sous la formule pompeuse : de tactique, la question de l'abstentionnisme « est devenue une question de principe ». D'un point de vue théorique, une telle proposition n'a d'ailleurs aucun sens. Les principes qui régissent la révolution prolétarienne ainsi que l'action et l'organisation du parti en vue de la révolution ne naissent ni ne changent au gré des « changements de période ». Ils sont nés d'un bloc avec le marxisme et sont invariants

(oui Messieurs !), dans la mesure même où le marxisme est une science, capable comme telle d'établir des lois, quitte à les préciser et à les délimiter par la suite toujours davantage, non à les modifier. Ou alors c'est le marxisme qu'il faut abandonner.

L'opportunisme est toujours éclectique et empiriste. Et il n'est pas étonnant que, sur ce plan aussi, l'idéalisme ultra-gauche étranger à toute tactique converge encore une fois avec le vieux réformisme expérientiel en manœuvres. L'opportunisme stalinien se prévaut des « changements de situation » amorcés avec l'ouverture de l'ère impérialiste et avec la révolution russe pour justifier la transformation de la

tactique léniniste du parlementarisme révolutionnaire en un principe : celui de la voie parlementaire au socialisme. Le prolétariat est désormais plus nombreux, il peut s'appuyer sur les possibilités nouvelles offertes par une démocratie plus développée, sur l'alliance avec les couches moyennes écrasées par les monopoles, et (disait-on encore naguère) sur l'existence du « camp socialiste » : « la révolution sera démocratique, pacifique, graduelle, ou elle ne sera pas »... R.I. ne fait que développer, pour les besoins de sa cause, le même argument : elle aussi tire « les conclusions du changement de période » pour décréter la naissance de principes « nouveaux »... (à suivre)

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e mercredi de chaque mois, donc le 5 avril et le 3 mai, à 19 h 30, à 21 h 30, local de l'ASBL-Club, 51, avenue de la Couronne, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente au marché de la place du Palais de Justice le samedi de 11 h à 12 h tous les quinze jours, soit le 18 mars et le 1^{er} avril.

• A Amiens : le 1^{er} dimanche de chaque mois, de 10 à 12 h au café La Rotonde, place René-Goblet, soit le 2 avril et le 7 mai.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 15 avril et le 20 mai.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 h à 12 h, soit le 15 avril et le 20 mai.

• A Grenoble : le dernier dimanche de chaque mois au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit le 26 mars et le 30 avril.

• A Lille : vente et permanence au marché de Wazemmes de 11 à 12 h (derrière l'Eglise) le 1^{er} dimanche de chaque mois, soit le 2 avril et le 7 mai.

• A Lyon : le 1^{er} vendredi de chaque mois, de 19 h à 20 h, Brasserie de l'Etoile, 1, cours Gambetta, soit le 7 avril et le 5 mai.

• A Mulhouse : le 1^{er} samedi de chaque mois, de 14 h à 15 h, Librairie Presse Information, 1 bd Roosevelt, soit le 1^{er} avril et le 6 mai.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubaix : vente et permanence au marché de 11 à 12 h (face à la poste), le 3^e dimanche de chaque mois, soit le 16 avril et le 21 mai.

• A Strasbourg : tous les samedis de 14 à 16 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE
POUR LA SUISSE :
Editions Programme,
32, rue du Pré-au-Marché
1007 Lausanne

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton, 75012 Paris

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926